

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA
CAPACITÉ D'ACQUÉRIR
DES
SYNDICATS PROFESSIONNELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 22 janvier 1900, à 10 heures

PAR

L. JOLLY

Président : M. PLANIOL, professeur.

Assesseurs { MM. CHAVEGRIN. { *professeurs.*
 { MASSIGLI. {

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.

PARIS

JOUBE ET BOYER

IMPRIMEURS

15, Rue Racine, 15

—
1900

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA
CAPACITÉ D'ACQUÉRIR
DES
SYNDICATS PROFESSIONNELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 22 janvier 1900, à 10 heures

PAR

L. JOLLY

Président : M. PLANIOL, professeur.

*Assesseurs { MM. CHAVEGRIN. { professeurs.
 { MASSIGLI. {*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement,



PARIS

JOUE ET BOYER

IMPRIMEURS

15, Rue Racine, 15

—
1900

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

BIBLIOGRAPHIE

BOULLAIRE. — Manuel des syndicats professionnels agricoles.

BOULLAY. — Code des syndicats professionnels.

BRUNOT. — Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels.

CAUWÈS. — Précis du cours d'économie politique.

CÉSAR BRU. — Les syndicats professionnels et leur personnalité civile d'après la loi du 21 mars 1884.

DUCROCQ. — Cour de droit administratif.

DUFOURMANTELLE. — Code manuel de droit industriel.

GAIN. — Les syndicats professionnels agricoles.

GLOTIN. — Etude historique, juridique et économique sur les syndicats professionnels.

GONNARD. — Caractères généraux de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels.

HUBERT-VALLEROUX. — Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels en France et à l'étranger.

HUBERT-VALLEROUX. — Article dans la Revue des Sociétés, 1886.

JAY. — La personnalité civile des syndicats professionnels.

LEDRU et WORMS. — Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels du 21 mars 1884.

MONGIER. — Lois nouvelles 1884.

PIÉBOURG. — Revue de législation ancienne et moderne. 1876.

REINAUD. — Les syndicats professionnels, leur rôle historique et économique avant et depuis la reconnaissance légale.

ROCQUIGNY. — Les syndicats agricoles et le socialisme agraire.

VEYAN. — Loi sur les syndicats professionnels.

DE LA

CAPACITÉ D'ACQUÉRIR

DES

SYNDICATS PROFESSIONNELS

INTRODUCTION

Qu'est-ce qu'un Syndicat professionnel ? Comment est-il organisé par la loi du 21 mars 1884 ?

Un syndicat professionnel est une association de personnes « exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés » (art. 2) ayant « exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » (art. 3) de la profession. Cette association peut comprendre un nombre illimité de personnes et se forme « librement sans l'autorisation du gouvernement ». (art. 2 *in fine*). Telle est la définition qu'on peut donner d'un syndicat

professionnel, en se servant des termes mêmes de la loi du 21 mars 1884, par la combinaison des art. 2 et 3.

Ce régime des syndicats professionnels est nouveau ; il tranche considérablement avec le passé et avec le régime actuel des associations (1) en général. Il est la manifestation d'une grande faveur à l'égard des syndicats professionnels.

La loi des 14-17 juin 1791 qui intervint après la suppression des corps de métiers fut une loi de réaction contre l'ancien régime. Elle fut votée afin d'empêcher toute reconstitution des corps de métiers ; aussi prit-elle des mesures énergiques dans ce but.

L'article 2 de cette loi était ainsi rédigé :

« Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers
« et les compagnons d'un art quelconque, lorsqu'ils se
« trouvent ensemble, ne peuvent se nommer ni président, ni secrétaire, ni syndics, tenir des registres,
« prendre des arrêtés et délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs. »

L'article 3 continuait :

« Il est interdit à tous corps administratifs ou municipaux de recevoir aucune adresse ou pétition sous la
« dénomination d'un état ou profession, d'y faire aucune
« réponse ; il leur est enjoint de déclarer nulles les déli-

1. Un projet de loi a été déposé le 14 nov. 1899 sur le bureau de la Chambre des Députés par le ministre de l'Intérieur, tendant à reconnaître la liberté d'association et soumettant les associations quant à leur validité et à leur formation aux principes du droit, communs à toutes les obligations.

« bérations qui pourraient être prises de cette manière
« et de veiller soigneusement à ce qu'il ne leur soit
« donné aucune suite ni exécution. »

Telles étaient les mesures prises par la loi de 1791. Cette loi, du reste, était logique : la liberté du travail avait été proclamée, elle avait pour but de la maintenir ; et comme l'Etat devait fournir à tous ses membres les moyens d'existence, les ouvriers n'avaient aucun motif de se réunir, n'ayant aucun intérêt à débattre ; voilà pourquoi l'article 2 parle des prétendus intérêts des ouvriers.

Quoi qu'il en soit de cette conception, les réunions et, *a fortiori* les associations professionnelles ou autres étaient formellement interdites.

Le Code pénal de 1810, voulant toujours maintenir cette liberté du travail avait édicté dans son article 416 des peines sévères, emprisonnement de 1 mois à 3 mois pour les membres, et de 2 à 5 ans pour les chefs, avec, pour ces derniers, faculté d'être placés sous la surveillance de la haute police pendant une durée de 2 à 5 ans, dans le cas où les ouvriers auraient « prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions... soit contre les directeurs d'ateliers ou entrepreneurs d'ouvrage, soit les uns contre les autres. »

L'article 415 édicté à cette époque interdisait toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler...

Ces articles ont été abrogés par la loi du 23 mai 1864. L'article 416 nouveau punit toutes amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un

plan concerté, soit par les ouvriers, soit par les entrepreneurs d'ouvrage, soit par les patrons et qui auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Telles étaient, avant la loi de 1884, les mesures prises à l'égard des associations professionnelles. De plus elles étaient soumises aux règles générales des associations. Les articles 291, 292, 293, 294 du Code pénal interdisaient à plus de 20 personnes de se réunir périodiquement pour discuter des sujets religieux, littéraires, politiques ou autres, sans l'assentiment du gouvernement.

La loi du 10 avril 1834 n'a pas trouvé ces dispositions suffisamment sévères. Le Code de 1810 n'interdisait que les réunions périodiques de plus de 20 personnes ; mais la loi nouvelle punit les associations de plus de 20 personnes « alors même que ces associations seraient par-
« tagées en sections d'un nombre moindre et qu'elles ne
« se réuniraient pas tous les jours ou à des jours mar-
« qués » (art. 1).

Telles étaient avant 1884 les dispositions prises pour empêcher la reconstitution des corps de métiers et pour assurer la liberté du travail et tel est encore aujourd'hui le régime des associations en général, sauf la modification apportée par la loi du 21 mars, art. 1 et 2 qui abroge la loi de 1791 et l'art. 416 du code pénal.

La loi de 1884 a soustrait les associations professionnelles à toutes ces mesures prohibitives. Dans son art. 1, elle abroge la loi des 17-24 juin 1791 et l'art. 416 du code pénal, et elle déclare que les art. 291, 292, 293, 294 du code pénal et la loi du 10 avril 1834 ne seront pas appli-

cables aux syndicats professionnels. Dans son art. 2, elle est même plus explicite ; elle reconnaît aux associations professionnelles même de plus de 20 « personnes » le droit de se constituer librement, sans l'autorisation « du gouvernement. »

Désormais donc, les gens de même métier pourront se réunir comme ils l'entendront sous forme de syndicats professionnels et discuter les sujets qu'il leur plaira concernant leurs intérêts. Ils pourront se concerter librement pour décréter une grève s'ils jugent qu'elle leur est utile : ils pourront user de tous les moyens possibles, amendes, mises à l'index, damnations, exclusions, pour obliger leurs membres à respecter la décision prise par l'Assemblée.

Une seule formalité leur est imposée, le dépôt de leurs statuts et des noms de leurs administrateurs ou directeurs. Ce dépôt doit être fait à la mairie de la localité où le syndicat est établi, et à Paris, à la préfecture de la Seine. A la condition de faire ce dépôt, ils sont les maîtres chez eux et ne peuvent être inquiétés par le Gouvernement. L'Administration n'a sur eux aucun droit, ni quant à leur formation, ni quant à leur administration, ni quant à leur fonctionnement.

Bien plus, pour augmenter leur puissance et leur assurer une durée indéfinie, à ces syndicats qui se forment en dehors de tout contrôle de l'Autorité administrative, la loi a donné la personnalité civile.

Il suffit donc, pour former un syndicat professionnel et échapper au droit commun des associations que plusieurs personnes se réunissent, exerçant la même profession ou

des professions connexes, dans le but d'étudier et de défendre leurs intérêts professionnels. Ces deux conditions sont suffisantes pour donner à cette association des privilèges sans précédent : liberté de s'associer et de se réunir sans l'autorisation du Gouvernement, — personnalité civile. Une seule formalité, pour que le syndicat soit régulier, dépôt à la mairie des statuts et des noms des administrateurs ou directeurs.

Voilà ce que c'est qu'un syndicat professionnel.

CHAPITRE I

De la capacité des syndicats professionnels d'acquérir à titre onéreux.

Notions sur la personnalité civile. — Théorie classique. — Théorie de l'école belge. — La loi du 21 mars 1884 a suivi la théorie classique. — Etude de l'art. 6, § 2 et 3. — Pourquoi la loi n'a accordé aux syndicats professionnels qu'une personnalité civile restreinte. — Danger de la reconstitution des biens de main-morte. — Les syndicats professionnels sont capables d'acquérir à titre onéreux des immeubles en quantité limitée, des meubles d'une manière illimitée.

Nous devons insister particulièrement sur la personnalité civile des Syndicats professionnels. Cette personnalité leur est acquise par le fait même de leur existence. Voyons donc ce que c'est que la personnalité civile.

Le Code n'a donné nulle part de définition de la personnalité civile : nulle part non plus, on ne trouve l'exposé de la théorie générale de cette personnalité civile. On ne rencontre que des textes qui la supposent.

Le soin de définir la personnalité civile est donc laissé à la doctrine. Depuis longtemps elle était fixée sur le sens à donner à cette expression, lorsqu'une nouvelle école, l'école belge, à la tête de laquelle se trouve M. Laurent, s'est élevée contre la doctrine traditionnelle et est allée jusqu'à déclarer que la personnalité civile est un non-sens.

La théorie classique de la personnalité civile est la suivante : La personnalité civile est une fiction par suite de laquelle une institution ou une association quelconque qui en jouit, est assimilée par la loi à une personne physique et a les mêmes droits que toute personne physique majeure. L'institution ou l'association qui reçoit cette faveur devient une personne morale.

Par suite de cette fiction, les biens qui auraient appartenu en co-propriété aux membres de l'association n'ont pas pour eux ce caractère, mais ils deviennent biens de l'être moral, abstraction faite de ses membres. Les personnes physiques qui soutiennent l'association disparaissent et font place à la personne morale, seule propriétaire. Cette personne morale jouit, selon l'expression de M. Trarieux (Chambre des députés, séance du 21 mai 1881) « de tous les droits civils que peut avoir dans notre « société la personne majeure et reconnue par la loi. « Elle a le droit d'acquérir, de posséder, de disposer d'une « manière générale, de transiger, de compromettre d'es- « ter en justice, etc. »

M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur au moment où fut votée la loi sur les syndicats professionnels, nous donne la définition suivante de la personnalité civile. « La personnalité civile est la fiction légale en vertu de « laquelle une association est considérée comme consti- « tuant une personne distincte de la personne de ses « membres et en qui réside la propriété des biens de « la société ». Nous retrouvons à peu près la même définition dans l'art. 10 du projet de loi sur les associations, déposé par M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur

sur le bureau de la Chambre, le 14 novembre 1899.

Telle est, dans son ensemble la théorie de l'école classique. Mais cette théorie doit être limitée, car accorder aux personnes morales tous les droits sans exception dont jouissent les personnes physiques, serait absurde. Il est bien évident que le droit des personnes ne s'applique pas aux personnes morales : elles ne peuvent avoir, par exemple aucun droit dérivant de la parenté, ni aucun des droits civils. Tout le livre I du code civil, sauf le titre troisième relatif au Domicile, leur est étranger. Les personnes morales jouissent seulement de tous les droits qui sont compatibles avec leur nature d'êtres fictifs, mais elles jouissent de tous ces droits sans exception, comme les personnes majeures reconnues par le Droit civil.

Mais sur quelles bases s'appuie cette théorie ?

Sans remonter au Droit Romain qui attribuait aux personnes morales la même capacité qu'aux personnes physiques (« *personarum vice funguntur* » disait la L. 22 D. *fidejussoribus*. XLVI, I), nous voyons que cette théorie était soutenue par nos anciens auteurs. (Domat. *Lois civiles*, livre préliminaire, titre II, section II, § 15).

Pothier, dans son traité des Personnes et des Choses, nous dit :

« Les Corps et Communautés établis suivant les lois du Royaume, sont considérés dans l'Etat comme tenant lieu de personnes, *veluti personam sustinent* ; car ces corps peuvent, à l'instar des personnes, aliéner, acquérir, posséder des biens, plaider, contracter, s'obliger, obliger les autres envers eux ».

Or, Pothier était le guide et le modèle habituel des rédacteurs du Code Civil. Bien peu de chapitres du Code relatifs aux obligations n'ont pas été inspirés par lui ; la plupart du temps, ils sont la consécration pure et simple de sa doctrine.

Si le législateur a voulu, ici, s'écarter des idées de son maître, nous devons en trouver la trace dans les travaux préparatoires du Code Civil. Or, nulle part, on ne découvre cette intention. Il est donc vraisemblable de dire que la théorie consacrée par le Code est celle de Pothier.

Mais faut-il dire que, le Code n'établissant nulle part la théorie générale de la capacité des personnes civiles, cette capacité n'existe pas ? Ce serait là une affirmation bien téméraire, car nombreux sont les articles qui supposent cette capacité. Feuilletons le Code.

L'article 537 établit une opposition entre les biens qui appartiennent aux particuliers — et ceux qui ne leur appartiennent pas. — Aucun bien n'étant réputé sans maître, les biens qui n'appartiennent pas aux particuliers, c'est-à-dire aux personnes physiques, appartiennent à des personnes non physiques, c'est-à-dire aux personnes morales.

Les articles 538, 539, 540, 541, 542, 543, s'occupent encore des biens qui n'appartiennent pas aux particuliers ; et l'article 543, parlant des biens en général, c'est-à-dire des biens qui appartiennent aux particuliers et aux personnes morales ne fait aucune distinction quant aux droits qu'on peut avoir sur eux. Tous ces articles font reposer la propriété sur les mêmes principes, qu'il s'agisse des personnes physiques ou des personnes morales.

L'article 619 parle de l'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers. Il limite cet usufruit à 30 ans. Cet article s'explique à merveille, les personnes morales existant, abstraction faite de leurs membres, ne subissent aucune atteinte par suite de la mort ou de la disparition de ces membres. Elles peuvent donc durer indéfiniment ; aussi l'ordre public était-il intéressé à ce que l'usufruit accordé aux personnes morales eût une durée limitée. Mais les règles de fond de l'usufruit sont les mêmes pour les particuliers et pour les personnes morales.

L'article 910 qui soumet à l'autorisation administrative les dons et legs fait à certaines personnes morales, ne leur reconnaît-il pas implicitement, mais néanmoins très clairement, comme aux particuliers, la faculté de recevoir à titre gratuit ? L'article 937 est conçu dans le même sens.

Citons encore l'article 1712 qui règle les baux faits par certaines personnes morales, Etat, Départements, Communes, Etablissements publics, — et enfin l'article 2045 qui s'occupe des transactions faites par les mêmes personnes morales.

Cela n'est-il pas suffisant pour établir la théorie générale de la personnalité civile ? Et ne résulte-t-il pas de tous ces documents que les personnes morales ont la même capacité que les personnes physiques ? La capacité est donc pour elles la règle, et l'incapacité l'exception. « Elles doivent pouvoir invoquer et exercer dans « leur plénitude, dit M. Piébourg, comme leur étant « tacitement concédés, tous les droits qu'un texte spé-

« cial n'aura point totalement écartés ou restreints à leur
« égard » (1).

Cette théorie sur la personnalité civile est celle de
MM. Lyon-Caen (2), Beudant (3), Aubry et Rau (4).

MM. Aubry et Rau s'expriment ainsi : « La capacité
« des personnes morales est.... restreinte aux droits et
« aux obligations qui se réfèrent au patrimoine. Mais,
« dans cette sphère, leur capacité est, en principe, la
« même que celle des personnes physiques. »

A l'encontre de la théorie classique, universellement
admise jusqu'à cette époque, M. Laurent oppose une
théorie nouvelle.

Pour lui, les personnes morales n'existent pas. Parler
de personnes morales, c'est prononcer une absurdité,
parce que les personnes morales ne sont pas de droit
naturel. Lorsque la loi les assimile aux personnes phy-
siques pour leur permettre d'accomplir leur mission, cette
assimilation est une fiction ; « et toute fiction légale est,
« par son essence, limitée à l'objet pour lequel elle est
« établie ».

M. Laurent ne reconnaît donc aux soi-disant personnes
morales que les droits qui leur ont été expressément accor-
dés par un texte. En dehors d'un texte formel, les per-

1. Piébourg. *Revue de législation ancienne et moderne*, 1876,
tome VI, p. 227.

2. Lyon-Caen. *De la condition légale des sociétés étrangères en
France*.

3. Beudant. *Note sous Dalloz*. Cour de Paris, 1879, 1, p. 5.

4. Aubry et Rau. T. I, par. 54, p. 191.

sonnes morales ne jouissent d'aucun droit ; l'incapacité est pour elles la règle, et la capacité, l'exception.

Telle est en résumé la théorie de M. Laurent. L'exposé de la doctrine traditionnelle en est la réfutation. Aussi, nous n'insistons pas.

Donc, pour nous, les personnes morales jouissent de tous les droits qui ne leur ont pas été retirés par un texte formel. Nous les assimilons aux personnes physiques dont la capacité est la règle.

Revenons maintenant à la loi du 21 mars 1884. Cette loi a accordé aux syndicats professionnels la personnalité civile ; cependant, pour des motifs que nous étudierons plus tard, elle a restreint cette personnalité dans une certaine mesure.

Les motifs qui ont fait accorder aux syndicats professionnels certains attributs de la personnalité civile sont les suivants :

Le projet de loi déposé en 1880 à la Chambre des Députés par M. Cazot, ministre de la Justice, et par M. Tirard, ministre de l'Agriculture et du Commerce, tendait uniquement à soustraire les associations professionnelles de plus de vingt personnes au droit commun des associations, c'est-à-dire à leur accorder le droit de se réunir et de se constituer sans l'autorisation du Gouvernement. Mais il n'était nullement question de leur accorder la personnalité civile.

La Commission de la Chambre pensa que les syndicats ne pourraient faire œuvre utile que s'ils jouissaient de quelques attributs de la personnalité civile. Elle appuyait

son opinion sur ce que en fait, (car pendant toutes les discussions relatives aux syndicats, on n'a eu en vue que les syndicats ouvriers), il existait des syndicats de patrons très bien organisés, disposant de nombreux capitaux et dirigés par des hommes intelligents qui sauraient très habilement, par des moyens détournés, obtenir les plus importants des avantages de la personnification ; tandis que les ouvriers, moins expérimentés, seraient dans un état d'infériorité marquée vis-à-vis des patrons et inégalement armés pour la lutte.

« Il ne faut pas confondre la liberté d'association, dit M. Allain-Targé dans son rapport à la Chambre, « qui n'est que la liberté d'unir son action, sa bonne volonté, ses ressources mêmes à celles de quelques-uns « de ses concitoyens pour obtenir un *résultat prochain*, « avec la faculté de créer un être moral, une personne « civile, capable de s'engager, d'ester en justice, de recevoir et de donner des mandats (1).

La personnalité civile dont les syndicats patronaux peuvent se passer est nécessaire aux syndicats ouvriers.

« Les Syndicats ouvriers qui voudraient n'être que des « sociétés de résistance, préparer une caisse pour une « grève, pourraient se contenter peut-être de l'association publique et ouverte, privée des droits civils formée « pour un objet unique et pour un temps relativement « court, à la condition toutefois, d'être mis à l'abri des « art. 414, 415 et 416 du code pénal et de la loi de juin « 1791. — Mais il existe un très grand nombre de syndi-

1. Allain-Targé. Rapport, Chambre, *Déb. parlementaires*, Séance du 15 mars 1881.

« cats ouvriers qui, tout en songeant à ne pas subir la
« loi du Capital, et tout en épargnant pour supporter un
« chômage volontaire ou forcé ont d'autres ambitions et
« d'autres espérances légitimes.

« Et d'abord, ils veulent durer.

« Il est à souhaiter qu'il se forme le plus grand nombre
« possible d'associations ouvrières, recrutées dans chaque
« métier et se proposant par leur compétence spéciale,
« par leur durée, par la continuité de leurs efforts, de
« leurs études, de leurs tentatives, par des exemples
« bien conçus et des services bien constatés... d'élever la
« situation matérielle et la dignité, et de défendre l'indé-
« pendance non seulement des ouvriers associés, mais de
« la profession tout entière.

Pour que les associations ouvrières soient durables,
« elles ont besoin de la personnalité civile. Aujourd'hui,
« nous voyons un grand nombre de professions dont les
« syndicats ne parviennent pas à s'organiser, ou dont les
« syndicats restent à l'état flottant, éphémère, capables
« tout au plus de prendre quelques résolutions théoriques
« ou d'application immédiate, ou de nommer des délè-
« gués dont le mandat mal établi est bientôt contesté
« par leurs pairs ou par des adversaires intéressés.
« Comment en serait-il autrement quand les associés ne
« sont engagés les uns envers les autres par aucun lien
« de droit, quand leurs administrateurs et leurs comp-
« tables mêmes ne sont responsables envers eux que
« moralement, et quand toute opération d'avenir ou
« même à brève échéance leur est interdite (1) ? »

1. Allain-Targé. *Annexes*, 1881. Chambre des Députés, p. 365.

Un amendement au projet du gouvernement fut déposé par MM. Ribot, Goblet et Trarieux. Ces messieurs pensaient que la personnalité civile n'était pas nécessaire à tous les syndicats professionnels et ils voulaient qu'on laissât ces derniers juges du point de savoir s'ils avaient besoin ou non de la personnalité civile. Cet amendement, après avoir été voté par la Chambre fut repoussé par le Sénat et finalement n'aboutit pas.

Donc, d'après la loi du 21 mars 1884, tous les syndicats professionnels jouissent de la personnalité civile. L'article qui leur accorde cette personnalité et qui en fixe les limites est l'art. 6 §§ 1, 2 et 3.

Cet article est ainsi conçu :

« Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers
« auront le droit d'ester en justice. — Ils pourront em-
« ployer les sommes provenant des cotisations. — Toutefois
« ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux
« qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs biblio-
« thèques et à des cours d'instruction professionnelle... »

Cet article est très mal rédigé. Les deux premiers paragraphes contiennent une affirmation : les syndicats *auront le droit*, — ils *pourront*... C'est l'énumération d'un droit. Le troisième paragraphe, au contraire, débute par une restriction. Logiquement cette restriction doit s'appliquer aux paragraphes précédents et les préciser en limitant leurs dispositions. Tel est le sentiment que l'on éprouve en arrivant au troisième paragraphe qui commence par le mot *toutefois*.

Mais pas du tout. Le troisième paragraphe est indépendant des deux autres et se suffit à lui-même. Il contient

comme les précédents l'affirmation d'un droit, mais cette affirmation est dissimulée sous une forme négative. La proposition affirmative est sous-entendue ; c'est un défaut de style ; néanmoins la proposition est claire. Il serait du reste à souhaiter que ce défaut de rédaction fût le seul qu'on pût relever dans la loi du 21 mars 1884.

Les syndicats professionnels peuvent donc acquérir les cotisations de leurs membres (meubles) et des immeubles. Mais leurs acquisitions d'immeubles sont limitées à leurs besoins, c'est-à-dire à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

Sur cette capacité d'acquérir des immeubles à titre onéreux, aucune contestation n'est possible, car elle résulte du texte même de l'art. 6 parag. 3. La loi, en effet, en limitant les acquisitions d'immeubles à titre onéreux, accorde formellement aux syndicats professionnels le droit d'acquérir des immeubles jusqu'à concurrence de cette limite. Il peut seulement s'élever en fait des difficultés sur le point de savoir si les immeubles acquis par les syndicats professionnels sont conformes à leurs besoins et ne dépassent pas la limite fixée par la loi.

Mais à quel motif la loi a-t-elle obéi en restreignant dans cette mesure la capacité des syndicats d'être propriétaires d'immeubles ? C'est, à n'en pas douter, à la crainte que les syndicats n'arrivent à reconstituer des biens de mainmorte. A chaque pas, dans les travaux préparatoires, on retrouve cette préoccupation.

Le législateur a pensé que si les syndicats professionnels pouvaient posséder des immeubles d'une manière illimitée, ces immeubles, en s'accumulant sur leur tête de-

meureraient indéfiniment hors du commerce au grand détriment de la fortune publique, les syndicats professionnels étant par leur nature d'une durée illimitée.

Cette crainte de la reconstitution de la mainmorte est chimérique, disait M. César Bru en 1891. « En fait, les
« syndicats sont trop peu puissants et ne sont pas assez
« riches pour arriver à reconstituer des biens de main-
« morte.... Avec l'esprit actuel des syndicats ouvriers
« (et ce sont les seuls qui, par le nombre de leurs adh-
« rents et leurs besoins multiples, seraient susceptibles
« de posséder beaucoup d'immeubles) on n'a pas à re-
« douter des acquisitions immodérées d'immeubles. Les
« ouvriers peu satisfaits de leur condition n'ont encore
« qu'un but, la lutte ; qu'une pensée, l'organiser sur des
« bases plus ou moins pacifiques et calmes, mais de tel-
« le sorte qu'ils puissent tenir tête aux patrons et vain-
« cre leur résistance. Le nerf de la lutte, c'est l'argent.
« Tenez pour certain que, si la caisse se remplit, on ne
« la videra pas pour acheter un immeuble, on gardera
« toutes ces ressources en cas d'une grève forcée.

« Mais admettons que l'esprit des syndicats devienne
« quelque chose de plus qu'excellent.... ; admettons qu'ils
« veuillent acquérir des immeubles, et, en bons proprié-
« taires, se mettre bien chez eux.... Ces immeubles vont-
« ils devenir à tout jamais intransmissibles et vont-ils
« rester perpétuellement hors du commerce ? Croyez-
« vous donc à l'éternité du syndicat ? La plupart dispa-
« raîtront avec la disparition de la cause qui les a fait
« naître.... » (1)

1. Cesar Bru. Les Syndicats Professionnels et leur personna-

L'observation de M. César Bru est exacte actuellement encore pour la plupart des syndicats professionnels. Il est bien vrai qu'aujourd'hui comme en 1891, les syndicats ne remplissent pas le vœu de la loi. Ce ne sont pas, comme le désirait le législateur, des centres d'étude professionnelle, de paix et de conciliation. Les ouvriers n'ont vu au premier jour dans les syndicats qu'un moyen facile pour eux de se réunir librement et sans le contrôle du Gouvernement ; ils s'en sont servis pour organiser sous la protection de la loi une lutte qu'ils ne pouvaient auparavant entreprendre et soutenir qu'avec les plus grandes difficultés et la plupart du temps, contrairement à la loi. Depuis, malheureusement, ils n'ont guère changé leur première manière de voir.

Il est également très vrai que beaucoup de syndicats apparaîtront avec les besoins du moment et disparaîtront avec eux.

Mais ces critiques sont des critiques de fait. La loi du 21 mars 1884 est un système ; et de ce qu'elle n'ait pas encore produit les résultats qu'elle se proposait, il ne s'ensuit pas que le système était mal conçu et qu'elle ne produira jamais ses fruits normaux.

Dans l'esprit du législateur, les syndicats professionnels devaient avoir une durée indéfinie pour accomplir leur mission. Reportons-nous au rapport de M. Allain-Targé. « Il est à souhaiter, dit-il, qu'il se forme le plus grand nombre possible d'associations ouvrières, recrutées dans chaque métier, et se proposant par leur

lité civile d'après la loi du 11 mars 1884, Paris, Ernest Thorin. 1891. p. 52.

« compétence spéciale, par leur durée, par la continuité
« de leurs efforts, de leurs études, de leurs tentatives...
« d'élever la situation matérielle et la dignité, et de dé-
« fendre l'indépendance, non seulement des ouvriers as-
« sociés, mais de la profession tout entière ». (1)

Les syndicats étant donc appelés à avoir une durée indéfinie (certaines professions ne devant du reste jamais disparaître), il était à craindre que possédant des ressources notoirement supérieures à leurs besoins, ils ne fissent ce que fait tout bon propriétaire, c'est-à-dire qu'ils n'achetassent des immeubles, et n'arrivassent ainsi à reconstituer des biens de mainmorte.

M. César-Bru se demande comment les syndicats pourraient avoir de telles ressources. Il feint de croire que les seules ressources des syndicats proviennent des cotisations de leurs membres. M. César-Bru ignore-t-il donc que les syndicats reçoivent des subventions de l'Etat, des Départements ou des communes ? Nous avons sous les yeux le compte-rendu de l'assemblée générale de la société d'agriculture de l'arrondissement de Commercy : le montant des cotisations de l'année 1898 est de 510 francs ; les allocations du Gouvernement et du Département se montent à 2635 francs. D'autre part, le syndicat mixte de recherches et traitement du phylloxéra a reçu de divers côtés 2500 francs de subventions pour 2325 francs de cotisations. On pourrait citer d'autres exemples où les allocations sont plus fortes encore. Que sont alors les cotisations, comparées au montant de ces subventions ? Peu de chose.

1. Allain-Targé. Rapport. *Loc. cit.*

Mais les ressources les plus considérables qui peuvent advenir aux syndicats professionnels proviennent des dons et des legs. Or, comme les acquisitions de meubles à titre gratuit, pas plus du reste que les mêmes acquisitions à titre onéreux ne sont limitées par la loi, (nous le démontrerons plus tard), le danger existait du placement en immeubles de ces capitaux mobiliers qui peuvent être considérables.

C'est un fait d'expérience journalière que les œuvres, quelles qu'elles soient, attirent à elles les dons et les legs. Le montant de ces dons et de ces legs est souvent important. Certaines personnes agissent sous l'impulsion unique d'une pensée charitable : mais beaucoup d'autres sont mues aussi par un sentiment plus humain, le désir de faire parler un peu d'elles. L'amour-propre est en effet, agréablement chatouillé du bruit qui se fait toujours autour d'un acte de bienfaisance.

Qu'on suppose une personne cédant à des sentiments philanthropiques ou autres et donnant ou léguant un million à un syndicat qui n'a que des charges de peu d'importance. Que ferait ce syndicat si l'article 6, § 3 n'existait pas ? Il mettrait de côté une somme suffisante pour parer à toutes les éventualités, et le surplus, il le placerait en immeubles ; ou tout au moins, il pourrait le faire. Que ces dons ou ces legs se multiplient, voilà des biens de mainmorte reconstitués.

La reconstitution de la mainmorte était donc possible aux syndicats professionnels jouissant de la personnalité civile ; aussi la loi de 1884 a sagement agi en limitant les

acquisitions d'immeubles faites par les syndicats professionnels. De cette manière elle devient impossible.

Nous avons dit que les syndicats professionnels sont capables d'acquérir à *titre onéreux* des meubles sans aucune limitation. Quelques mots suffiront à démontrer cette proposition.

Cette capacité leur est reconnue par l'article 6, § 2, ainsi conçu :

« Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations ».

Ce paragraphe reconnaît donc aux syndicats professionnels le droit d'acquérir des meubles. Il est vrai qu'il ne parle que de sommes d'argent, mais nous sommes partis du principe que les personnes morales ont tous les droits qu'un texte ne leur refuse pas. D'après ce principe les syndicats peuvent acquérir toutes espèces de meubles, et cela d'une manière illimitée. Pour soutenir le contraire, il faudrait que le texte contiât une restriction.

Cette déduction est du reste fortifiée par la disposition du paragraphe suivant qui, ne s'occupant que des acquisitions d'immeubles, laisse de côté les acquisitions de meubles. Les acquisitions d'immeubles sont seules limitées ; les acquisitions de meubles sont donc, *a contrario*, illimitées, puisque la capacité est la règle pour les personnes morales, et l'incapacité, l'exception.

Nous en avons fini avec la capacité des syndicats professionnels d'acquérir à titre onéreux ; nous allons maintenant étudier leur capacité d'acquérir à titre gratuit. Ce chapitre nous retiendra plus longtemps, car c'est ici que commencent les controverses si nombreuses qu'a fait naître la loi du 21 mars 1884.

CHAPITRE II

De la capacité des syndicats professionnels d'acquérir à titre gratuit.

Systèmes divers sur la capacité des syndicats d'acquérir à titre gratuit. — Les syndicats sont absolument incapables d'acquérir à titre gratuit. — Théorie de M. Laurent. — Théorie de M. Hubert-Valleroux. — Exposé et réfutation. — Les syndicats professionnels sont capables d'acquérir à titre gratuit des meubles sans limitation et des immeubles jusqu'à la limite de l'art. 6. § 3. — Quelques opinions à l'appui de cette théorie.

On peut résumer dans les trois propositions suivantes les divers systèmes qui ont été soutenus relativement à la capacité d'acquérir à titre gratuit des syndicats professionnels :

1^o Les syndicats professionnels sont absolument incapables d'acquérir à titre gratuit, qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles.

2^o Les syndicats professionnels sont pleinement capables d'acquérir à titre gratuit des meubles ou des immeubles. Mais ces acquisitions sont soumises aux mêmes règles que les acquisitions à titre onéreux ;

3^o Les syndicats professionnels sont incapables d'acquérir des immeubles à titre gratuit, mais ils sont capables d'acquérir des meubles.

Avec la théorie de M. Laurent, rien n'est plus facile que de soutenir la première opinion.

M. Laurent, on s'en souvient, ne reconnaît pas l'existence des personnes morales, ou plutôt, il n'admet pas que les personnes morales soient assimilées aux personnes physiques quant à leur capacité. Pour lui, les personnes morales n'ont en principe aucune capacité ; elles ne jouissent que des droits ou plutôt des prérogatives qu'un texte de loi leur accorde formellement. La question se réduit donc, dans cette théorie, au point de savoir si, dans la loi du 21 mars 1884, il existe un texte accordant aux syndicats professionnels le droit d'acquérir à titre gratuit.

Nous connaissons les §§ 2 et 3 de l'art. 6. Il n'est cependant pas inutile de les reproduire ici.

« Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations. Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. »

Examinons ces deux paragraphes, et voyons s'ils parlent d'acquisitions à titre gratuit.

Sur le premier, M. César Bru émet l'opinion que l'acquisition des cotisations par les syndicats est à titre gratuit. « Tout le monde, dit-il, s'accorde à reconnaître que c'est là (l'acquisition des cotisations) un versement fait de façon absolument désintéressée, un abandon actuel et définitif d'une somme d'argent, une donation (1) ».

1. César Bru, *op. cit.* p. 53.

Nous ne contestons pas que le versement des cotisations soit de la part des syndiqués un abandon actuel et définitif d'une somme d'argent. Nous sommes convaincu au contraire de la réalité de cette affirmation : elle résulte implicitement, mais néanmoins très clairement des termes de l'art. 7. Nous le démontrerons en étudiant cet article.

Mais ce que nous refusons à admettre, c'est que ce versement soit une donation faite par les syndiqués au syndicat de telle sorte qu'on puisse l'assimiler à la fondation d'un lit dans un hôpital. Nous voyons un abîme entre ces deux cas.

En effet, le contrat qui s'est formé entre le fondateur d'un lit et les administrateurs de l'hôpital est au premier chef un contrat de bienfaisance. Le fondateur agit *animo donandi* ; il ne reçoit rien en retour de ce qu'il donne. Nos syndiqués, au contraire, font avec le syndicat un contrat commutatif ; s'ils versent leurs cotisations, s'ils en transfèrent à tout jamais la propriété au syndicat, ils ne le font pas gratuitement ; ils reçoivent du syndicat des avantages en contre-partie. Ils achètent avec leurs cotisations le droit de se dire membres du syndicat, le droit d'assister aux réunions, d'y prendre la parole, de faire partie des différentes caisses d'assistance fondées et soutenues par le syndicat, d'obtenir plus facilement que les étrangers des conseils sur les questions litigieuses ou autres qui les intéressent... Ils achètent, en un mot, tous les avantages que le syndicat procure à ses membres.

Est-ce là la même hypothèse que la fondation d'un lit dans un hôpital ? Non certainement. Les membres d'un

syndicat font, avec ce syndicat, en s'engageant à verser leurs cotisations, un contrat commutatif et non un contrat de bienfaisance. Donc la question réglée par le paragraphe 2 de l'article 6 est une question d'acquisition à titre onéreux et non à titre gratuit. La loi n'accorde aux syndicats, aucun droit d'acquérir des meubles à titre gratuit ; elle restreint même ses termes à une seule espèce de meubles, aux cotisations. Les partisans de la doctrine de M. Laurent peuvent donc conclure que les seuls meubles, qu'il est possible aux syndicats d'acquérir, sont les cotisations de leurs membres.

Le paragraphe suivant est plus général et ne semblerait faire aucune distinction entre les acquisitions d'immeubles à titre gratuit ou à titre onéreux. Mais, d'après une certaine opinion, les articles 8 et 9 qui le sanctionnent limiteraient et préciserait sa portée. Il résulterait de la combinaison de ces articles avec l'article 6, paragraphe 3 que ce paragraphe 3 n'aurait en vue que les acquisitions d'immeubles à titre onéreux. Nous aurons à combattre cette opinion, mais pour le moment, supposons-la démontrée. Il en résulte, comme pour le paragraphe précédent, que les seules acquisitions d'immeubles prévues par la loi du 21 mars 1884 sont les acquisitions à titre onéreux. Les personnes morales, d'après M. Laurent, n'ayant de droits que ceux qui lui sont reconnus formellement, les syndicats professionnels seraient donc incapables de faire aucune acquisition à titre gratuit.

Mais nous avons démontré plus haut que cette théorie de la personnalité civile n'est pas celle du code ; elle n'est pas non plus celle du législateur de 1884. Nulle part, dans

les travaux préparatoires, on ne trouve aucun indice qu'il ait voulu rompre avec la doctrine classique et appliquer la théorie nouvelle. C'est donc d'après les principes de la théorie classique qu'il faut interpréter l'article 6, paragraphes 2 et 3.

Il suit de là que les conséquences à tirer de l'art. 6 paragraphe 2 et 3 sont toutes différentes. Le paragraphe 2 autorise certaines acquisitions de meubles à titre onéreux ; il est muet sur les autres et sur les acquisitions de meubles à titre gratuit. Donc, ces acquisitions non prévues sont possibles, si aucun texte ne s'y oppose. — Le paragraphe 3, règle les acquisitions d'immeubles à titre onéreux ; (nous l'avons supposé) ; donc les acquisitions d'immeubles à titre gratuit sont possibles si aucun texte ne les prohibe.

La question qui se pose est donc de savoir s'il y a dans la loi du 21 mars 1874 un texte qui prohibe les acquisitions de meubles ou d'immeubles à titre gratuit.

On a trouvé ce texte dans l'article 8 qui apporte une sanction aux dispositions de l'art. 7, paragraphe 2 et 3.

Cet article est ainsi conçu :

« Lorsque les biens auront été acquis contrairement
« aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition
« ou de libéralité pourra être demandée par le procureur
« de la République ou par les intéressés. — Dans le cas
« d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront
« vendus, et le prix sera déposé à la caisse de l'as-
« sociation. Dans le cas de libéralité, les biens feront
« retour aux disposants ou à leurs héritiers ou ayants
« cause ».

Faisons d'abord une remarque sur la rédaction de cet article. A l'en croire, toutes les acquisitions contraires à l'article 6, sont nulles : c'est ce qui est déclaré *expressis verbis* par la première phrase : *la nullité de l'acquisition ou de la libéralité* pourra être demandée... La sanction est donc la même lorsque les dispositions de l'article 6 ont été violées, que l'acquisition soit à titre gratuit ou à titre onéreux, c'est la nullité. Par conséquent, dès que cette violation est reconnue, les choses doivent être remises au même état, et les parties doivent se retrouver dans la même situation qu'avant le contrat. Tout est effacé. Les biens donnés font retour au donateur ; les biens acquis à titre onéreux doivent aussi rentrer en la possession du vendeur qui, en échange, restituera le prix reçu. Telle est la conséquence logique de la nullité proclamée dans l'article 7, première partie.

Et cependant, cela n'est consacré par la suite du texte que pour les acquisitions à titre gratuit. En effet, en cas d'acquisitions d'immeubles à titre onéreux, contrairement aux dispositions de l'art. 6, parag. 3, il n'y a pas lieu à résolution du contrat : les immeubles continuent à rester la propriété du syndicat, mais ils doivent être revendus et leur prix versé dans la caisse de l'association.

Voilà une nullité qui produit ici un résultat bizarre et inattendu, puisqu'au lieu d'avoir pour effet la résolution d'un contrat elle maintient ce contrat et ne change rien dans la situation réciproque des parties. Son seul effet est d'obliger les syndicats à revendre les immeubles dont ils sont propriétaires contrairement à la loi. C'est au moins nouveau.

L'art. 8 est donc mal rédigé ; au lieu de régler dans une seule expression deux situations absolument différentes, il aurait dû prévoir chacune de ces situations en particulier et leur appliquer le qualificatif convenable. Il y a là une négligence de rédaction impardonnable, car elle saute aux yeux des moins clairvoyants.

Il est faux, en effet de dire, que les acquisitions d'immeubles faites à titre onéreux contrairement aux dispositions de l'art. 6. parag. 3, sont nulles, puisque le contrat n'est pas résolu et que les biens ne retournent pas au vendeur. Il y a ici non pas nullité, mais incapacité pour les syndicats de conserver ces immeubles en nature et par suite, obligation pour eux de les transformer en argent. Voilà la vérité.

Et au surplus, nous ne voyons pas pourquoi le législateur a fait un sort différent aux diverses acquisitions des syndicats ; nous ne voyons pas pourquoi dans le cas d'acquisitions d'immeubles à titre gratuit, il résout le contrat, et pourquoi il le maintient dans le cas d'acquisitions d'immeubles à titre onéreux, obligeant seulement les syndicats, à revendre ces immeubles. Est-ce que dans les deux cas la situation n'est pas la même ? Est-ce qu'il n'y a pas dans les deux cas un seul et même fait, propriété d'immeubles au-delà des limites fixées par la loi ?

Cette identité de situation devait amener logiquement l'identité de régime, ou bien nullité de l'acquisition, ou bien incapacité de conserver les biens en nature. Par quelle secrète raison le législateur en a-t-il décidé autrement ? Nous n'en voyons aucune pour notre part. Il y a là

une décision absolument arbitraire et non justifiée, et en tout cas, une grave *inelegantia juris*.

Mais revenons à l'étude des dispositions mêmes de l'art. 8 et aux arguments que certains ont prétendu y trouver pour affirmer que la loi du 21 mars 1884 refuse d'une manière absolue aux syndicats professionnels la capacité d'acquérir à titre gratuit.

Lorsque, disent-ils, l'art. 8 statue sur le sort des acquisitions à titre onéreux il dit : les *immeubles* acquis à titre onéreux contrairement à l'art. 6, seront vendus. Lorsqu'au contraire, il s'occupe des acquisitions à titre gratuit, il dit : les *biens* feront retour aux disposants. Cette manière de s'exprimer est intentionnelle de la part du législateur et indique clairement sa pensée : le mot *biens* employé dans la seconde phrase est plus général que le mot *immeubles* employé dans la première, car il embrasse les meubles et les immeubles. Donc, lorsqu'il s'agit d'acquisitions à titre onéreux, les syndicats ne peuvent se mettre en contradiction avec l'art. 6 que si ces acquisitions portent sur des immeubles et comme l'art. 6 limite seulement les acquisitions d'immeubles, il s'ensuit que les acquisitions de meubles à titre onéreux sont illimitées. S'agit-il, au contraire, d'acquisitions à titre gratuit, les syndicats sont dans tous les cas en contradiction avec l'art. 6 ; ils ne peuvent recevoir à ce titre aucun meuble ni aucun immeuble, puisque l'expression *biens* est générale et s'applique aux uns comme aux autres. Telle est l'argumentation. Elle repose tout entière sur le sens des expressions *immeubles* et *biens*, que la loi aurait placées en antithèse.

Nous reconnaissons que la première déduction est exacte ; elle est du reste consacrée en termes formels par l'article 6, paragraphe 3. Mais nous ne pouvons accepter la seconde. Elle accorde en effet, une trop grande valeur à un simple détail de rédaction : nous pensons que si le législateur a employé le mot *immeubles* dans un cas, et *biens* dans l'autre cas, c'est qu'il était plus préoccupé de la forme à donner à sa pensée que du fond de cette pensée ; il a voulu simplement éviter de se répéter. Mais nous ne croyons pas qu'il ait pesé la valeur exacte de ces expressions et qu'il ait voulu les placer en antithèse.

Si la rédaction de la loi de 1884 était parfaite, si, par-tout, le législateur avait enfermé ses idées, dans des termes exacts, on pourrait peut-être se fonder sur le sens respectif de ces deux mots employés dans deux situations différentes pour en déduire qu'ils ont dû être placés en antithèse. On pourrait par suite établir une théorie en prenant ces mots pour base. Mais le législateur est loin d'avoir montré un pareil scrupule : nous l'avons constaté dans la rédaction même de l'article 8 où il qualifie de nullité une simple incapacité.

En présence d'une rédaction aussi négligée, on ne peut édifier la théorie de l'incapacité générale des syndicats professionnels de recevoir à titre gratuit sur la place seule occupée dans l'article 8 par les expressions biens et immeubles. Il faut à cette théorie des bases plus sérieuses.

Et du reste, l'argument tiré de l'article 8 tombe de lui-même en présence de l'article 9.

Cet article prévoit la même hypothèse que l'article 8 : il

s'agit toujours des infractions aux dispositions de l'article 6. Seulement, l'article 8 s'occupe du cas où elles sont directement poursuivies devant les tribunaux civils, tandis que l'article 9 a en vue le cas où l'action civile est intentée devant les tribunaux correctionnels accessoirement à l'action publique.

Cet article fait-il, comme l'article 8 une distinction entre les acquisitions à titre gratuit et les acquisitions à titre onéreux ? Parle-t-il des *biens* dans le premier cas, et des *immeubles* dans le second ? Nullement. Il n'a qu'une expression pour les deux situations. Il dit : « Les « tribunaux (correctionnels) pourront... prononcer la « nullité des acquisitions d'*immeubles* faites en violation « des dispositions de l'article 6. »

Voilà un texte clair et précis. Que signifie-t-il ? Quel rôle impose-t-il aux tribunaux ? Il leur prescrit simplement d'examiner si les syndicats possèdent des immeubles contrairement aux dispositions de l'article 6, § 3, c'est-à-dire d'autres immeubles que ceux qui leur sont nécessaires pour leurs réunions, pour leurs bibliothèques et pour des cours d'instruction professionnelle. Si oui, ils doivent, conformément aux dispositions de l'article précédent annuler ces acquisitions d'immeubles ou obliger les syndicats à les revendre. Si non, ils n'ont aucune disposition à prendre, les syndicats sont et demeurent propriétaires des immeubles qu'ils ont acquis, de quelque manière qu'ils les aient acquis.

Cet article affirme donc clairement le droit pour les syndicats de devenir propriétaires d'immeubles jusqu'à la limite qui leur est fixée par l'article 6, § 3, puisque

c'est seulement à partir de cette limite que leur capacité cesse, et de posséder des meubles indéfiniment, puisqu'il n'édicte aucune incapacité à ce sujet. Mais il ne s'occupe pas de savoir comment les syndicats sont devenus propriétaires, si c'est par suite d'un contrat de bienfaisance ou d'un contrat commutatif. L'origine de la propriété ne doit préoccuper les juges que lorsqu'il a été reconnu que les syndicats sont propriétaires d'immeubles au-dessus de leurs besoins et qu'il s'agit de fixer le sort de ces immeubles.

Il résulte donc en dernière analyse du texte de l'article 9 que les syndicats professionnels peuvent acquérir à titre gratuit comme à titre onéreux et que la même règle s'applique à toutes les acquisitions d'immeubles :

M. Hubert Valleroux soutient d'une autre manière la thèse de l'incapacité absolue des syndicats professionnels d'acquérir à titre gratuit. Pour lui cette incapacité résulte, à n'en pas douter, de l'étude des travaux préparatoires de la loi du 21 mars 1884.

En effet, dit-il, le projet de loi déposé par le Gouvernement le 20 novembre 1880 sur le bureau de la Chambre n'accordait pas la personnalité civile aux syndicats professionnels. Il les soustrayait seulement à l'obligation de demander l'autorisation administrative pour leurs réunions, c'est-à-dire au droit commun des associations. Il faisait des syndicats professionnels des associations se formant librement, des associations privilégiées, par conséquent, mais rien de plus.

La Commission de la Chambre pensa au contraire que

la personnalité civile était nécessaire aux syndicats pour qu'ils pussent faire œuvre utile. Mais elle jugea qu'il n'était ni prudent ni nécessaire de leur accorder tous les attributs de la personnalité civile. S'ils pouvaient en effet, comme toute personne morale, acquérir à titre gratuit, il serait à craindre qu'ils n'arrivassent à reconstituer des biens de mainmorte, car leur durée est illimitée. — D'autre part, cette capacité d'acquérir à titre gratuit ne leur est pas indispensable pour remplir leur but ; les cotisations de leurs membres doivent leur fournir des ressources suffisantes, et de ces cotisations, ils peuvent faire l'emploi qu'ils jugent utile. — Telles étaient les idées de la Commission de la Chambre. Le rapporteur les exprimait en ces termes : « Nous avons eu soin de dire que
« les sociétés syndicales ne pourront acquérir que par
« des cotisations... Les syndicats ne pourront acquérir que
« par les cotisations versées par leurs membres ». M. Goblet parla dans le même sens que le rapporteur. La Chambre partagea l'avis de sa commission et vota le texte qui lui était soumis. « Ils pourront posséder et
« employer les sommes produites par des cotisations ».

Ce texte alla au Sénat et fut adopté. Mais le Sénat ne le trouva pas suffisamment explicite ; aussi y ajouta-t-il une disposition interdisant en termes formels aux syndicats professionnels d'acquérir à titre gratuit. Cette disposition est la suivante : « Il leur est interdit de recevoir
« des dons et d'acquérir autrement qu'à titre onéreux ».

Aucune hésitation à ce sujet n'est donc possible ; le Sénat et la Chambre étaient d'accord pour refuser aux syndicats professionnels le droit d'acquérir à titre gratuit.

Le projet de loi ainsi augmenté revint devant la Chambre ; mais la Chambre pensant, contrairement au Sénat, que l'article était suffisamment clair, supprima l'addition faite par celui-ci. Le Sénat ne fit aucune observation à ce sujet, et finalement, l'article fut ainsi rédigé : « Ils pour-
« ront employer les sommes provenant des cotisations », au lieu de « Ils pourront *posséder* et employer les som-
« mes *produites par* des cotisations. »

Sauf le mot *posséder* qui est supprimé et les mots *produites par* qui sont remplacés par le mot *provenant*, la rédaction définitive est semblable à la rédaction du projet. Le sens n'en est pas changé, le mot posséder étant inutile, et le mot *provenant* étant synonyme de produit. L'art. 6, parag. 2 étant donc rédigé dans les mêmes termes que l'article du projet a par conséquent le même sens que lui et veut dire : Il est interdit aux syndicats d'acquérir à titre gratuit.

Tels sont le raisonnement et la conclusion de M. Hubert-Valleroux.

Ni l'un ni l'autre ne nous satisfait. L'examen de ces mêmes travaux préparatoires nous conduit au contraire à penser que le texte de l'art. 6 parag. 2, a accordé aux Syndicats professionnels la capacité d'acquérir à titre gratuit, ou plutôt qu'il est muet sur cette question.

Il est bien certain qu'en première lecture la Chambre et le Sénat avaient refusé aux Syndicats tout droit d'acquérir à titre gratuit ; mais il nous paraît évident qu'en seconde lecture la Chambre, d'abord, le Sénat, ensuite ont changé leur première manière de voir.

En effet, lorsque l'article du projet fut soumis en seconde

lecture à la Chambre, augmenté par le Sénat de la disposition que nous connaissons, un incident s'est produit, qui nous paraît décisif. La nouvelle commission présenta le projet d'une manière toute différente de la première. La première pensait que les syndicats professionnels n'avaient nullement besoin de la capacité d'acquérir à titre gratuit, et que de plus il eût été dangereux de leur accorder cette capacité. La nouvelle commission, au contraire, jugeait que la capacité d'acquérir à titre gratuit était utile aux syndicats, et que, restreinte à certaines limites, cette capacité n'offrait aucun danger public. Le rapporteur, M. Lagrange, exprimait ces idées en ces termes : « La commission n'a pas cru devoir enlever aux syndicats déclarés la faculté de recevoir des dons. Il est à présumer que, dans la pratique, les bibliothèques syndicales et les écoles professionnelles recevront de nombreux dons de livres, d'outils ou d'instruments. Il serait injuste de les obliger à dépenser pour l'acquisition de ces objets des fonds qui peuvent utilement grossir les ressources des caisses de retraites et de secours mutuels » (1). Aussi, la Commission supprima-t-elle du projet la proposition ajoutée par le Sénat ».

C'est à la suite de ces observations que fut voté le paragraphe 2 de l'article 6. Nous sommes donc en droit de conclure que la Chambre a changé d'avis et a, par son vote, confirmé les idées de sa commission.

M. Hubert-Valleroux soutient le contraire. Il ne s'explique pas que la rédaction de l'article 6, § 2 étant

1. Chambre. *Documents parlementaires*, 1884, p. 580.

la même que celle du projet, les mêmes mots puissent avoir un sens différent. Il n'admet pas que la Chambre ait changé d'avis. « Il faudrait, dit-il, expliquer comment, en changeant d'avis, l'Assemblée n'a point changé le texte de la loi qu'elle avait à faire » (1).

L'objection de M. Hubert-Valleroux paraît, au premier abord, irréductible ; néanmoins, il est facile de la réfuter.

Tout d'abord sa conclusion est si opposée aux intentions du législateur et à l'esprit général de la loi de 1884, que nous devons nous tenir en garde contre les arguments qu'on pourrait tirer de telle ou telle partie des travaux préparatoires. M. Hubert-Valleroux reconnaît lui-même que ces travaux « sont un appui bien douteux, car le projet primitif, renvoyé de la Chambre au Sénat, du Sénat à la Chambre pendant quatre années a subi bien des variations, et que les discussions, si elles ont été longues, ont été bien peu claires ».

D'autre part, M. César Bru nous dit : « Il faut bien reconnaître que la loi a été mal rédigée par des législateurs doués certainement des meilleures intentions, désireux de faire bien et bon, mais indécis dans leurs résolutions et dans leurs votes, car ils ne savaient pas au juste ce qu'ils voulaient ni où ils allaient. De là des textes douteux, difficiles, issus de discussions bien longues, où souvent la politique a eu le dessus sur la science économique et sociale. (2) »

Si de l'avis même de M. Hubert-Valleroux, les travaux

1. Hubert-Valleroux. *Revue des sociétés*, 1886, p. 233.

2. César Bru, *op. cit.* p. 60. 61.

préparatoires sont souvent d'un appui bien faible, si les textes de la loi de 1884, sont aussi parfois obscurs, il nous semble qu'ici, au contraire, le texte en lui-même, et les travaux préparatoires sont lumineux.

Le texte, au moment où il fut présenté en seconde lecture à la Chambre était celui-ci : « Ils pourront posséder
« et employer les sommes produites par des cotisations .
« Il leur est interdit de recevoir des dons et d'acquérir
« autrement qu'à titre onéreux. » Ce texte est clair et précis et ne laisse aucun doute à l'esprit : Les syndicats ne peuvent acquérir à titre gratuit.

Mais supprimons la phrase ajoutée par le Sénat. Que signifie le texte ? Il signifie que les syndicats pourront réclamer des cotisations à leurs membres, qu'ils en seront propriétaires et qu'ils pourront en faire tel emploi qu'il leur paraîtra bon. Mais il ne veut nullement dire par lui-même que les syndicats ne pourront acquérir qu'à titre gratuit. Cela est si vrai que pour retirer ce droit aux syndicats professionnels, le Sénat crut devoir y ajouter un paragraphe spécial.

D'autre part, de la discussion qui a eu lieu lors de la seconde lecture, du rapport de M. Lagrange et de la suppression du membre de phrase ajouté par le Sénat, il résulte ceci : les syndicats n'avaient pas le droit d'acquérir à titre gratuit ; une disposition le leur interdisait ; ils l'auront désormais, puisque cette disposition prohibitive a disparu.

Car il faut bien voir les choses comme elles se sont passées. Ce n'était plus le texte que la Chambre avait voté en première lecture qui lui était soumis ; mais un texte

tout différent. Le premier n'édicteait par lui-même aucune incapacité. Cette incapacité ne résultait que des discours prononcés et des sentiments de la Chambre au moment du vote ; pour la découvrir, il fallait donc étudier les travaux préparatoires. Le second texte au contraire édicte l'incapacité en termes formels ; il attire donc l'attention de tous vers cette incapacité. Le rapporteur déclare qu'il est impolitique de maintenir cette incapacité ; il en donne les raisons. On supprime le texte édictant cette incapacité. Le Sénat qui s'était prononcé formellement pour l'incapacité vote le nouveau texte sans observations et sans restrictions ; comment peut-on soutenir que cette incapacité subsiste ?

M. Hubert-Valleroux se demande pourquoi, si la Chambre a changé d'avis, elle n'a pas modifié son texte, et pourquoi elle ne l'a pas indiqué clairement.

Ne sommes-nous pas en droit de demander à M. Hubert-Valleroux, pourquoi si, la Chambre a conservé sa première manière de voir, elle a modifié le texte qui lui venait du Sénat ? Ce texte était clair et précis et ne laissait aucune place à la discussion. Est-ce qu'elle aurait eu peur d'un texte indiquant nettement ses idées ?

Sans doute, si la Chambre avait reconnu en termes formels, aux syndicats professionnels la capacité d'acquiescer à titre gratuit, on n'aurait pu que l'en applaudir ; mais si elle ne l'a pas fait, c'est que cette capacité résultait suffisamment du droit commun des personnes morales.

M. Hubert-Valleroux appuie sa conviction sur un autre

argument. Dans une séance postérieure à celle où l'addition du Sénat avait été rejetée par la Chambre, M. de Mun avait déposé en faveur des syndicats mixtes un amendement ainsi conçu : « Outre les cas prévus au pré-
« cédent article, les syndicats professionnels mixtes
« réunissant les patrons et les ouvriers d'un même métier
« ou de métiers similaires, pourront recevoir des dons
« et des legs même immobiliers et acquérir tels immeu-
« bles qu'il leur conviendra pour la création de logements
« d'ouvriers, d'asiles pour les enfants et la vieillesse et de
« maisons de secours pour les malades. »

M. Floquet combattit l'amendement de M. de Mun. « Si
« l'amendement, dit-il, avait pour but d'étendre à tous
« les syndicats certaines facultés, certaines conditions
« d'état civil et de personnalité civile qui n'auraient pas
« été énumérées par la loi, la commission aurait à exa-
« miner jusqu'à quel point elle pourrait aller. Mais
« l'amendement veut autre chose : donner certains droits
« spéciaux, *certaines privilèges* à une catégorie particu-
« lière d'associations professionnelles. » (1)

L'amendement de M. de Mun fut rejeté. M. Hubert-Valleroux en conclut : « N'est-ce pas reconnaître que le
« droit de recevoir à titre gratuit serait un privilège ;
« que la règle générale et commune, c'est l'incapacité
« d'acquérir autrement qu'à titre onéreux ? (2) ».

M. Hubert-Valleroux voit donc dans le rejet de l'amendement

1. Chambre. Séance du 19 juin 1883.

2. Hubert-Valleroux. *Revue des Sociétés*, 1886. p. 233.

dement de M. de Mun la persistance de la Chambre dans sa première manière de voir. Il nous semble, au contraire, que telle n'est pas la conclusion à tirer du rejet de cet amendement.

D'après l'art. 6, les syndicats de patrons et d'ouvriers, comme les autres, sont capables d'acquérir à titre onéreux ou à titre gratuit les immeubles qui leur sont nécessaires pour « leurs réunions, leurs bibliothèques ou des cours « d'instruction professionnelle ». Tel est le droit commun. Que voulait donc M. de Mun ? Il voulait que les Syndicats professionnels mixtes pussent acquérir à titre gratuit (et *a fortiori* à titre onéreux) « tels immeubles « qu'il leur conviendra, pour la création de logements « d'ouvriers, d'asiles pour les enfants et la vieillesse et « de maisons de secours pour les malades ». Et il ne semble pas que cette énumération soit limitative.

M. de Mun voyait d'un œil favorable les syndicats mixtes ; il pensait que de la réunion des patrons et des ouvriers dans un même syndicat se dégagerait un esprit de concorde et de tolérance qui faciliterait la solution des questions qui les divisent si souvent. Aussi, voulait-il par les droits qu'il réclamait pour ces syndicats mixtes exciter les patrons et les ouvriers à se réunir dans un même syndicat. Il voulait pour les syndicats mixtes une situation matérielle plus prospère, convaincu qu'il était, que c'était le moyen de les multiplier.

Mais l'amendement de M. de Mun ne tendait nullement à accorder aux syndicats mixtes un droit que n'avaient pas les syndicats de patrons ou les syndicats d'ouvriers ; il ne tendait nullement à leur accorder la capacité d'ac-

quérir à titre gratuit. Tous les syndicats ont cette capacité ; mais elle est limitée quant aux immeubles par l'article 6, § 3.

M. de Mun voulait simplement qu'on reculât en faveur des syndicats mixtes les limites de cette capacité. Il voulait non pas leur accorder une capacité différente, mais une capacité plus grande.

C'est en ce sens que doivent être entendues les paroles de M. Floquet, et il avait bien raison de dire que l'amendement de M. de Mun voulait faire aux syndicats mixtes une situation privilégiée. La remarque était juste. Mais la Chambre a pensé qu'il n'était nullement nécessaire de favoriser la puissance de ces syndicats en leur accordant des droits plus étendus qu'aux autres ; aussi a-t-elle repoussé l'amendement de M. de Mun.

M. Hubert-Valleroux apporte enfin un dernier argument en faveur de sa thèse. Il tire du rapprochement de deux discours, l'un de M. Allain-Targé en 1881, l'autre de M. Waldeck-Rousseau en 1883 une nouvelle conviction que les intentions du législateur n'ont pas changé pendant le cours des débats et qu'à l'une comme à l'autre date, il refuse aux syndicats la capacité d'acquérir à titre gratuit.

M. Allain-Targé, rapporteur de la commission, disait à la tribune de la Chambre : « N'accordez pas aux syndicats *le droit de recevoir à titre gratuit*, ce serait
« permettre aux ordres religieux d'augmenter sous cette
« apparence (sous la forme de syndicats) leur patrimoine
« qui est immense, infini. »

Et M. Waldeck-Rousseau, à la séance du 12 juin 1883 :

« Si la loi sur les syndicats professionnels a éveillé des
« curiosités d'une part, des appréhensions d'autre
« part, c'est que de part et d'autre on a pensé qu'on
« pourrait arriver à reconstituer ce que notre société
« moderne n'admet pas, c'est-à-dire une propriété qui se
« perpétue, une nouvelle mainmorte. Voilà ce que la so-
« ciété moderne et la démocratie ne peuvent accepter, et
« c'est pourquoi, fort habilement, vous tentez d'organiser
« sous forme de syndicats professionnels de véritables
« personnalités *capables de recevoir des dons et des*
« *legs*, d'accumuler des biens et de reconstituer une pro-
« ppropriété immobilière qui serait soustraite au mouve-
« ment ordinaire des ventes et des échanges. On a signa-
« lé très justement quel serait le danger d'un syndicat
« mixte qui pourrait recevoir des libéralités indéfinies et
« posséder à titre de personne morale (1). »

Il est impossible, dit M. Hubert-Valleroux, de ne pas être frappé de l'analogie qu'il y a entre les paroles de M. Waldeck-Rousseau et celles de M. Allain-Targé.
« Le ministre dit, en 1883 la même chose qu'avait dite
« en 1881 le rapporteur de la Commission. La même
« Assemblée l'approuva et pour conclure, elle adopta en
« 1883 un texte tout à fait semblable à celui qu'elle
« avait adoptée en 1881; le Sénat ne s'en montra pas
« ému; où voit-on cette preuve annoncée d'un change-
« ment complet d'intention (2) ? »

Toutefois, M. Hubert-Valleroux reconnaît lui-même que M. Allain Targé avait surtout en vue les donations mobi-

1. *Débats parlem.* Ch. Séance du 13 juin 1883.

2. Hubert-Valleroux. *Revue des Sociétés*, 1886 p. 235,

lières, tandis que M. Waldeck-Rousseau insiste sur les donations immobilières. « C'est là, dit M. Jay, une différence significative qui nous semble démontrer que M. Waldeck-Rousseau se rendait compte des changements apportés par la Commission de la Chambre, puisque d'après la loi, telle que nous l'interprétons, les donations immobilières ne sont permises que dans un cas exceptionnel (1) ».

En effet, en 1881, on refusait d'une manière absolue aux syndicats professionnels la capacité d'acquérir à titre gratuit soit meubles, soit immeubles. Le sentiment était unanime à ce sujet. Toutefois, on aurait pu proposer d'accorder aux syndicats le droit de recevoir des dons mobiliers, M. Allain Targé prévoit cette intention et en fait voir le danger. Il ne faut pas, dit-il, permettre aux syndicats de recevoir des dons mobiliers, car ce serait accorder aux ordres religieux un moyen trop facile d'augmenter leur patrimoine immobilier, qui leur vient surtout des dons et des legs. Les ordres religieux prendraient la forme de syndicats professionnels, ils recevraient des dons et des legs mobiliers et rien ne serait pour eux plus commode que de les transformer en immeubles.

Plus tard, lorsque la Chambre eut changé d'avis et reconnu aux syndicats la capacité de recevoir des dons et des legs mobiliers sans limite, M. Waldeck-Rousseau se leva et montra les dangers qu'il y aurait à reconnaître également aux syndicats la capacité de recevoir des dons et des legs immobiliers d'une manière illimitée. Ce serait

1. Jay. *De la personnalité des syndicats professionnels*, p. 25.

leur permettre de reconstituer des biens de mainmorte.

M. Allain-Targé avait donc montré le danger des libéralités mobilières indéfinies qui peuvent facilement se transformer en immeubles. Dans le même ordre d'idées, M. Waldeck-Rousseau fait voir le danger des libéralités immobilières que M. de Mun avait demandées illimitées pour les syndicats mixtes.

Ces dangers furent compris de la Chambre. Elle y a paré en soumettant les acquisitions d'immeubles soit à titre gratuit, soit à titre onéreux à la limitation de l'art. 6. § 3, et de cette manière, elle a rendu impossible la reconstitution des biens de mainmorte.

Nous en avons fini avec les objections tirées soit des travaux parlementaires, soit du texte même de la loi du 21 mars 1884, tendant à établir que les syndicats professionnels ne peuvent recevoir aucunes libéralités mobilières ou immobilières.

Nous n'avons mentionné que pour mémoire l'opinion d'après laquelle les syndicats peuvent acquérir des meubles à titre gratuit, mais sont incapables de recevoir des dons et legs immobiliers. Cette opinion est très peu répandue et elle trouve sa réfutation dans les arguments que nous avons employés pour repousser la théorie de l'incapacité complète d'acquérir à titre gratuit. Nous n'insisterons donc pas davantage sur ce point.

Nous allons maintenant exposer notre théorie en quelques mots.

Pour nous, les syndicats professionnels sont capables d'acquérir soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, des

meubles en quantité illimitée — et des immeubles jusqu'à concurrence de la limite qui leur est fixée par l'article 6, paragraphe 3. Cela résulte de l'esprit général et des textes mêmes de la loi.

La loi du 21 mars 1884, nous l'avons dit déjà, est une loi de liberté; c'est une des lois sociales destinées à relever le travail de sa dépendance envers le capital. Elle a eu pour but, en instituant les syndicats de mettre, par l'entrée dans ces syndicats de gens instruits et compétents, et par le groupement même de nombreux intérêts communs, les ouvriers mieux à même d'étudier, de défendre et de faire triompher leurs revendications.

Le législateur a donc vu d'un œil bienveillant les syndicats professionnels. Il a fondé sur eux les plus grandes espérances et il n'a rien négligé pour les rendre forts et puissants; mais il a pris soin également de limiter leur puissance pour qu'elle ne se transforme pas en un danger public.

Les preuves de bienveillance, nous les retrouvons à chaque pas dans les travaux préparatoires de la loi de 1884; il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur les nombreux discours qui ont été prononcés soit à la tribune de la Chambre, soit à celle du Sénat.

Le projet primitif soustrayait les syndicats professionnels au droit commun des associations: il leur accordait le droit de s'organiser et de se réunir pour étudier leurs intérêts quand bon leur semblait, et cela sans aucune autorisation préalable du Gouvernement, même lorsque le nombre de leurs membres était supérieur à vingt personnes. Il en faisait des *associations privilégiées*.

D'après ce même projet, ils n'avaient pas le droit de recevoir des dons ou des legs ; les seules ressources qui leur étaient permises étaient le produit des cotisations de leurs membres. — En seconde lecture, le rapporteur de la loi, à la suite d'une étude plus approfondie de leur rôle et de leurs intérêts, proposa de leur accorder la capacité d'acquérir à titre gratuit. L'amendement fut voté par la Chambre d'abord, et ensuite par le Sénat.

Finalement, et surtout, on leur accorda la personnalité civile sans aucun examen. De même que l'autorité administrative n'a pas à s'immiscer dans la rédaction de leurs statuts, de même, elle n'a pas à juger s'il est opportun de les ériger au rang de personnes morales. — Le seul rapport que les syndicats aient avec l'autorité administrative consiste dans l'obligation pour eux de déposer leur statuts et les noms de leurs administrateurs ou directeurs à la mairie du lieu où ils sont établis ; mais ce dépôt n'est qu'une simple mesure de police destinée à les faire connaître. Les syndicats professionnels, en effet, sont personnes morales par le seul fait de leur existence ; ils ne peuvent pas ne pas être personnes morales. L'administration reçoit leur déclaration, elle l'enregistre, mais elle n'est pour rien dans la création de leur personnalité.

Nous sommes loin maintenant du projet primitif qui ne faisait des syndicats professionnels que des associations privilégiées.

Le législateur a jugé que toutes ces prérogatives étaient nécessaires aux syndicats professionnels pour faire œuvre utile. Mais il n'a pas voulu qu'ils sortent du but pour lequel il les avait créés : il n'a pas voulu que leur puis-

sance s'accroisse outre mesure par le développement illimité de leurs richesses et qu'ils deviennent ainsi un danger public. Il a craint qu'en accordant aux syndicats le droit d'acquérir indéfiniment des immeubles, ils n'arrivent à reconstituer des biens de mainmorte et à former de petits Etats dans l'Etat. Voilà pourquoi il a limité à leurs justes besoins leur capacité d'être propriétaires d'immeubles.

Par suite, peu importait au législateur la manière dont les syndicats se procureraient leurs ressources. Puisqu'il jugeait qu'il n'y avait aucun danger à ce que la fortune mobilière des syndicats fut illimitée, il ne devait pas les empêcher d'acquérir cette fortune mobilière à titre gratuit. Si les dons et legs mobiliers affluent vers les syndicats, tant mieux, ils n'en pourront que mieux poursuivre leur but, ils ne pourront que mieux travailler au triomphe des justes revendications de leurs membres.

Mais, puisque le législateur jugeait qu'il y avait un danger à ce que les syndicats accrussent indéfiniment leur patrimoine immobilier, il devait logiquement décider que, dans la mesure où il les jugeait capables, ils pourraient transformer leurs capitaux mobiliers en immeubles, ou recevoir directement ces immeubles à titre gratuit, par dons ou par legs. Que lui importait, du moment où les syndicats ne dépassaient pas la limite qu'il leur avait fixée ? En dehors de cette limite, il devait les empêcher d'acquérir soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, car où il y a identité de danger, il doit y avoir identité de régime.

Nous allons voir que ce système a été consacré par les textes de la loi de 1884.

Que décident, en effet, les articles 6, §§ 2 et 3, 8 et 9, § 2 ?

L'article 6, § 2 décide que les syndicats professionnels peuvent exiger des cotisations de leurs membres et qu'ils en deviennent propriétaires. Il leur reconnaît donc purement et simplement le droit d'acquérir des meubles à titre onéreux. Mais il est muet sur le point de savoir s'ils peuvent en acquérir à titre gratuit. D'où il suit d'après la théorie classique sur la capacité des personnes morales, qui est, nous le savons, celle qui a inspiré le législateur de 1884, que les syndicats professionnels peuvent acquérir indéfiniment des meubles à titre gratuit, puisque, d'après cette théorie, la capacité est la règle pour les personnes morales.

Le même article 6, § 3, s'occupant des acquisitions immobilières ne fait aucune distinction entre les acquisitions à titre gratuit et les acquisitions à titre onéreux. Il les soumet toutes à la même règle. Le paragraphe, en effet, dit simplement : « Ils ne pourront *acquérir* d'autres immeubles..... » Rien dans le mot *acquérir* n'indique qu'il s'applique plutôt aux acquisitions à titre onéreux qu'aux acquisitions à titre gratuit. Il englobe, au contraire, les unes et les autres.

Trouverons-nous au moins dans les articles 8 et 9, qui sanctionnent les dispositions de l'article 6, §§ 2 et 3, la distinction que nous avons vainement cherchée dans cet article ? Pas davantage.

L'article 8 dit simplement que les acquisitions contraires aux dispositions de l'article 6 sont frappées de nullité, c'est-à-dire les acquisitions d'immeubles supérieures

aux besoins des syndicats, tels qu'ils ont été fixés par la loi, puisque l'article 6 ne défend que celles-là. Les immeubles acquis à titre gratuit dans ces conditions font retour aux donateurs, à leurs héritiers ou ayants-cause. Les immeubles acquis à titre onéreux, sont revendus et transformés en capital mobilier.

On a bien essayé de démontrer par le rapprochement des deux termes employés dans ces deux situations, *biens*, dans le premier cas, *immeubles* dans le second, que les syndicats étaient incapables d'acquérir quoi que ce fût à titre gratuit.

Nous avons fait justice de cette interprétation en lui opposant les termes mêmes de l'art. 9 qui régit la même hypothèse que l'art. 8, la violation des dispositions de l'art. 6 §§ 2 et 3. L'art. 9, en effet, dit formellement dans son paragraphe 2 : « Les tribunaux pourront... » prononcer la nullité des acquisitions *d'immeubles*, faite en violation des dispositions de l'art. 6. ».

Notre conclusion est donc celle-ci : Les syndicats professionnels peuvent acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux des meubles en quantité illimitée et tous les « immeubles qui sont nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques, et à des cours d'instruction professionnelle (1.) »

1. La jurisprudence est dans notre sens. V. jugement du Trib. civ. de la Seine, 16 juillet 1896. (D. P. 1898, 2. 138), id. 3 août 1899. *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, nov. 1899 n. 10.394, p. 839 et ss.

Avant de terminer ce long chapitre, citons quelques opinions à l'appui de notre thèse.

« Les syndicats professionnels, dit M. Boullay, peuvent
« acquérir des immeubles par dons ou legs, puisque
« l'art. 8 qui donne une sanction aux prescriptions
« de la loi distingue deux moyens par lesquels les
« syndicats ont pu devenir propriétaires des immeu-
« bles qu'ils ont la faculté de posséder, ou l'acquisition à
« titre onéreux — ou l'acquisition à titre gratuit.

« Lors de l'élaboration de la loi, des prohibitions annu-
« laient des libéralités en faveur des syndicats. Ces pro-
« hibitions ont disparu sur l'avis de la Commission de la
« Chambre. M. Lagrange a hautement déclaré que la
« Commission n'a pas cru devoir enlever aux syndicats
« la faculté de recevoir des dons.

« Le but même qu'on propose aux syndicats ne peut
« être atteint qu'au moyen des libéralités qui leur sont
« faites. Les ressources provenant des cotisations ne sont
« pas suffisantes pour fonder toutes les institutions qu'ils
« doivent multiplier (1) ».

D'autre part, M. Mougin nous dit :

« Le texte voté en dernier lieu par la Chambre, bien
« qu'identique au premier, a une portée toute différente ;
« il accorde la capacité d'acquérir à titre gratuit qui
« avait été primitivement refusée. Ce fait bizarre ressort
« avec une entière évidence de la suite des travaux pré-
« paratoires. Le Sénat, dans la discussion de 1882, voulut
« formuler d'une façon plus explicite l'incapacité d'acqué-

1. Boullay. *Code des syndicats professionnels*, p. 169.

« rir à titre gratuit, et il vota dans l'art. 4 la disposition
« suivante : *Il leur est interdit de recevoir des dons et*
« *d'acquérir autrement qu'à titre onéreux ; ils peuvent*
« *employer les sommes provenant des cotisations.*

« Lorsque le projet revint à la Chambre, la Commis-
« sion rétablit l'ancienne rédaction, qui devint l'art. 6, et
« le nouveau rapporteur, M. Lagrange, expliqua les mo-
« tifs du changement en disant très nettement, dans le
« rapport lui-même que l'on n'avait pas voulu enlever
« aux syndicats la faculté de recevoir des dons.

« La disposition, ainsi rédigée et comprise, fut vo-
« tée par la Chambre, puis par le Sénat, sans discus-
« sion.

« Les principes sur la capacité des personnes morales
« détruisent-ils la portée de cet argument ? Peut-être
« trouverait-on une raison de douter sérieuse, s'il était
« bien démontré que la capacité d'acquérir à titre gra-
« tuit ne peut résulter que d'un texte précis, mais c'est
« là une affirmation qui n'a pas encore été prouvée et
« qui est même en opposition complète avec l'art. 902 du
« code civil ; elle n'a fait son apparition dans la doctrine
« que depuis quelques années et elle a été repoussée
« récemment par la jurisprudence au sujet des sociétés
« commerciales. (Tribunal de la Seine, 30 mars 1884, Si-
« rey, 81, 2. 249.)

« Le législateur de 1884, pour accorder la capacité d'ac-
« quérir, n'avait donc pas à se préoccuper de ce pré-
« tendu principe ; il a pu juger qu'une déclaration insé-
« rée dans le rapport était suffisante, et l'interprète doit
« s'incliner devant cette manifestation de sa volonté. Les

« syndicats pourront donc recevoir des libéralités, soit par
« donation, soit par testament ; si elles sont immobiliè-
« res, elles ne seront valables que dans la limite
« fixée par l'art. 6, § 3 ; si elles sont mobilières, elles
« pourront être illimitées ; la loi ne faisant aucune res-
« triction (1) ».

1. Mongin, *Lois nouvelles*, 1884, tome 3, p. 99-100-101-105. V.
-aussi Jay. *La personnalité civile des syndicats professionnels*, p.
20 à 28. Boullaire. *Manuel des syndicats professionnels agricoles*,
p. 98-99-31-431. Gair. *Les syndicats professionnels agricoles*,
p. 171, 32, 167.

CHAPITRE III

Les syndicats professionnels sont-ils des sociétés privées ou des Etablissements d'utilité publique ?

Etude de l'art. 910 du Code civil. — La portée de cet article n'est pas générale; il ne s'applique qu'aux Etablissements publics et d'utilité publique. — Théorie de M. Labbé sur la personnalité civile. — Les syndicats professionnels sont des Etablissements d'utilité publique. — Critérium à l'aide duquel on reconnaît les Etablissements d'utilité publique. — Application de ce critérium aux syndicats professionnels. — Jurisprudence. — Les motifs de l'intervention administrative pour l'acceptation des dons et des legs se retrouvent pour les syndicats professionnels. — Critiques que M. César Bru adresse au critérium de M. Sauzet. — Réfutation.

Avant de nous demander si les acquisitions à titre gratuit faites par les syndicats professionnels sont soumises à la nécessité de l'autorisation administrative, il est une question préjudicielle à étudier, c'est celle de savoir quelles sont la nature et la portée de l'art. 910 du Code civil où se trouve écrite cette prescription.

Si de cette étude, il résulte que cette règle est générale et qu'elle oblige toutes les personnes morales sans exception, les syndicats devront s'y soumettre et ne pourront acquérir quoi que ce soit à titre gratuit qu'avec l'avis favorable de l'Administration. Si, au contraire, il y a des distinctions à faire, si la règle n'est pas générale, si elle ne s'applique qu'à une catégorie de personnes morales et

non à toutes, il faudra, avant de savoir si les syndicats professionnels y sont soumis, se demander dans quelle catégorie de personnes morales ils rentrent.

Tels sont l'objet et le plan de ce chapitre.

Et d'abord, quelles sont la nature et la portée de l'art. 910 du code civil ?

L'art. 910 est ainsi rédigé : « Les dispositions entre
« vifs et par testament au profit des hospices, des pau-
« vres d'une commune, ou d'Établissements d'utilité pu-
« blique, n'auront leur effet, qu'autant qu'elles seront au-
« torisées par une ordonnance royale ».

Sur la nature de cette disposition, tout le monde est d'accord ; c'est une disposition d'ordre public à laquelle nul ne peut déroger. (art. 6, C. civ.).

Les motifs qui l'ont inspirée sont classiques et trop connus pour qu'il soit utile d'y insister. Il suffit de les rappeler d'un mot.

Les personnes morales visées par l'art. 910 ne peuvent recevoir à titre gratuit sans autorisation administrative :

« 1° *Dans l'intérêt public*, par des motifs de police po-
« litique et sociale, en même temps que par des raisons
« financières et économiques, soit afin d'empêcher le dé-
« veloppement démesuré de certaines associations, soit
« afin de prévenir une trop grande concentration de biens
« entre les *gens de mainmorte*.

« 2° *Dans l'intérêt privé*, afin de protéger les familles
« contre les entraînements excessifs et les influences con-
« damnables dont ces dispositions pourraient être le
« résultat.

3° Dans l'intérêt des personnes morales elles-mêmes, afin de les garantir « des dangers de l'imprudente acceptation... de libéralités peut-être soumises à des charges » trop onéreuses (1).

La règle écrite dans l'art. 910 C. civ. a donc un triple fondement : 1° l'intérêt public, 2° l'intérêt des familles, 3° l'intérêt des personnes morales elles-mêmes.

Certains auteurs prétendent que cette règle est générale et qu'elle s'applique à toutes les personnes morales, sans exception. Ils se retranchent pour la plupart derrière l'opinion de M. Demolombe, qui en affirmerait la généralité. Nous nous sommes reporté au traité de M. Demolombe, tome XVIII, nos 592 *bis*, 593, 595 ; nous avons lu ces passages avec attention mais nous n'avons pu y trouver une semblable affirmation.

Nous allons voir, au contraire, et essayer de démontrer, sur la foi d'auteurs considérables que l'art. 910, C. civ. ne s'applique qu'à une catégorie de personnes morales, les Etablissements publics et les Etablissements d'utilité publique, et qu'il laisse en dehors de son domaine des sociétés commerciales ou civiles à forme commerciale jouissant de la personnalité civile : toutes les sociétés privées, en un mot (2).

Et d'abord, il est indiscutable que l'article 910 s'applique aux Etablissements d'utilité publique. Cela est écrit en

1. Demolombe. Droit civil, n° 592 *bis*. tome XVIII.

2. Nous emploierons désormais l'expression de sociétés privées pour désigner des sociétés jouissant de la personnalité civile, qui ne sont ni des Etablissements publics, ni des Etablissements d'utilité publique.

toutes lettres. Et il s'applique à tous les Établissements d'utilité publique, sans aucune exception, car le texte ne fait aucune distinction.

Il s'applique aussi d'une manière non moins évidente et par *à fortiori*, aux Établissements publics. Si l'autorité administrative prend en mains les intérêts des Établissements d'utilité publique, qui n'ont avec elle que des rapports lointains, elle doit à plus forte raison surveiller et prendre en mains les intérêts des Établissements publics qui font partie de ses rouages et sur lesquels elle a ce qu'on appelle la tutelle administrative.

Voilà donc deux points acquis et qui ne sont contestés par personne.

Mais la règle de l'article 910 s'applique-t-elle aussi aux sociétés privées, jouissant de la personnalité civile, c'est-à-dire aux personnes morales qui ne sont ni des Établissements publics, ni des Établissements d'utilité publique? Nous ne le pensons pas.

Citons l'opinion de Troplong :

Troplong désigne les personnes morales sous le nom de « *corps moraux* », et après avoir reconnu qu'ils sont capables d'acquérir entre vifs ou à cause de mort et que c'est là la règle, il ajoute :

« Mais le droit public y (à cette règle) apporte une exception capitale dont il faut s'occuper.

« Il y a des corps moraux civils, il y a des corps moraux publics ; les premiers sont formés par la volonté libre des particuliers qui se réunissent en association ; les seconds n'ont d'existence que par le concours de l'autorité publique qui permet leur formation. —

« Les corps moraux civils sont les sociétés privées,
« soit civiles, soit commerciales ; — les corps moraux
« publics sont les collèges, les corporations, les aca-
« démies... etc. Or, de même que les corps moraux pu-
« blics ne peuvent se former sans l'autorisation du Gou-
« vernement, de même il leur faut une autorisation pour
« acquérir à titre gratuit. Les acquisitions de ce genre
« intéressent l'économie politique ; elles peuvent concen-
« trer de trop grandes richesses dans la main de ces
« Établissements ; elles peuvent soustraire à la circula-
« tion des biens, qui possédés par des particuliers, alimen-
« teraient l'activité économique ; elles peuvent dépouiller
« les familles et donner une trop grande prépondérance
« à l'intérêt de corporation sur l'intérêt domestique.
« L'Etat est appelé à porter de ce côté sa vigilance. Le
« fondement du droit de l'Etat en cette matière, c'est que
« les Établissements publics présentant un caractère d'uti-
« lité publique (1), et étant formés pour le public, sont
« placés sous l'œil du Gouvernement qui doit veiller non
« seulement à leur conservation, mais encore à leur police.

« Telle est la grande différence qui existe entre les
« corps moraux privés et les corps moraux publics (2).

L'opinion que nous soutenons est celle de la majorité
de la doctrine (3).

1. Troplong désigné sous le nom d'établissements publics, les établissements publics proprement dits et les établissements d'utilité publique.

2. Troplong. *Donations entre vifs et testaments*, tome II, n° 662, p. 248-250.

3. V. Beaudry-Lacantinerie et Colin. *Traité théorique et pra-*

Aucun des motifs de la règle restrictive de l'art. 910 ne s'applique du reste, aux sociétés commerciales ni aux sociétés civiles à forme commerciale.

Le but que poursuivent ces sociétés est l'enrichissement de leurs membres. Par conséquent cet enrichissement, d'où qu'il vienne, de spéculations ou de donations, est conforme à leur fin.

Pour ces motifs, l'Etat n'a pas à surveiller les sociétés privées, car ici l'intérêt public n'est pas en jeu. L'Etat, en effet, n'a pas à craindre que ces sociétés deviennent trop puissantes ; au contraire, plus elles seront riches, plus le pays sera prospère. Il n'a pas non plus à craindre avec elles la reconstitution de la mainmorte, car elles ne sont pas perpétuelles. Il est, en effet, de leur essence de se dissoudre et de se terminer par une liquidation, dès qu'elles ont atteint le but pour lequel elles sont formées.

La conservation des biens dans les familles n'est pas, non plus, compromise par la création et le fonctionnement de ces sociétés. Il n'est pas à craindre que par un entraînement irréfléchi provoqué par des manœuvres peu morales et parfois frauduleuses, les particuliers ne se laissent aller à des dons ou à des legs démesurés en leur faveur. Cela ne s'est jamais vu. Ces sociétés font appel à l'esprit de spéculation et non à l'esprit de désintéressement de leurs membres. Cela est si vrai, comme le dit spirituellement M. Sauzet, que les souscripteurs « se fâchent quand

tique de droit civil. Donations et testaments, tome I, n° 228, p. 100. Demolombe, *op. cit.*, tome XVIII, n° 595. C'est aussi la doctrine que M. Lyon-Caen enseigne dans son cours et qu'il a soutenue dans un article du journal *La Loi* du 27 avril 1881.

« les dividendes sont fictifs ; quand leur apport prend la « couleur d'un dépouillement » (1).

Enfin, le souci des intérêts des sociétés privées n'incombe nullement à l'Etat ; cela est de toute évidence. Les sociétés privées sont seules juges du point de savoir s'il est de leur intérêt ou non d'accepter telle donation ou tel legs. Cela ne regarde pas l'Etat. S'il en était autrement, où s'arrêterait l'ingérence de l'Etat ? Les sociétés devraient le consulter, de même que les particuliers, chaque fois qu'ils voudraient s'engager dans telle ou telle spéculation. C'est peut-être la théorie des collectivistes ; mais cette théorie, heureusement, n'a pas encore triomphé.

La théorie classique et traditionnelle, à savoir que les sociétés privées jouissant de la personnalité civile sont capables de recevoir des dons et des legs sans avoir recours à l'autorisation administrative a été confirmée par un jugement du tribunal de la Seine du 30 mars 1880 (2).

Nous y relevons les motifs suivants :

« Attendu que les sociétés régulièrement organisées
« constituent des personnes morales distinctes des asso-
« ciés eux-mêmes, et capables d'avoir des droits propres ;
« que si cette règle a parfois été mise en doute en ce qui
« concerne les sociétés civiles, elle a toujours été recon-

1. Sauzet. De la nature de la personnalité civile des syndicats professionnels. Extrait de la *Revue critique de législation et de jurisprudence*. Paris, Cotillon, 1888, p. 52.

2. Sirey. 1881, II. p. 249.

« nue comme certaine à l'égard des sociétés commercia-
« les ; que dès lors, ces sociétés *ayant la personnalité*
« *civile, ont la jouissance et l'exercice de tous les*
« *droits civils compatibles avec leur nature*; qu'elles
« peuvent acquérir posséder ; qu'au termes de l'art. 902
« du code civil, elles peuvent recevoir soit par donation
« entre vifs, soit par testament.

« Attendu que si l'art. 910 du code civil soumet l'effi-
« cacité des dispositions entre vifs ou testamentaires fai-
« tes au profit des hospices et des établissements d'utili-
« té publique à l'autorisation administrative, cet article
« suppose la capacité de recevoir aux personnes qu'il
« désigne ; que par des raisons d'ordre public faciles à
« comprendre, il soumet seulement les libéralités qui
« sont faites au contrôle et à l'autorisation du Gouverne-
« ment ».

Ce jugement reconnaît donc expressément deux choses :
1° que les sociétés commerciales et civiles à forme com-
merciale sont capables d'acquérir à titre gratuit comme
à titre onéreux ; — 2° qu'elles ne sont pas soumises à
l'autorisation administrative pour leurs acquisitions à titre
gratuit.

M. Labbé n'a pas été satisfait de ce jugement. Il le
critique dans deux endroits, dans un article du journal
La Loi du 27 août 1881 et dans une note sous ce même
jugement que nous venons de rapporter.

Ces critiques sont trop importantes pour que nous les
passions sous silence. Du reste, elles se rapportent di-
rectement au sujet que nous traitons ; et nous préten-
dons tirer plus tard des conclusions de M. Labbé un

argument très puissant lorsqu'il s'agira de savoir si ces syndicats professionnels sont des Établissements d'utilité publique ou des sociétés privées.

Voyons d'abord l'article du journal *La Loi*.

Pour M. Labbé, les sociétés commerciales ou autres, dont les membres poursuivent un but lucratif, ne jouissent pas d'une véritable personnalité civile. Ce qu'on entend par la personnalité de ces sociétés n'est qu'une fiction destinée à rendre plus facile leur administration.

« La personnification des sociétés, dit-il, n'est qu'une
« forte concentration de droits individuels ; elle n'est
« qu'une fiction de personnalité ; elle n'est pas la créa-
« tion d'un être moral, absolument distinct des indivi-
« dus qui sont ses membres, ses agents, ses instruments » .

Voilà une affirmation qui contraste singulièrement avec la doctrine traditionnelle, puisqu'elle en est la négation même. M. Labbé en entreprend un peu plus loin la démonstration.

« Considérons, dit-il, une société à laquelle appartient
« l'avantage de la personnification et l'état des biens qui
« forment son actif. Les biens sociaux ont-ils cessé d'ap-
« partenir aux membres de la société et de compter dans
« leurs fortunes ? — Non. — Chaque associé a un intérêt
« ou une action qui représente sa part dans l'actif social.
« Est-ce que cet intérêt, cette action, qui a une valeur pé-
« cuniaire, est un bien en soi, est un bien distinct des
« biens qui appartiennent à la société ? — Non. — Cet in-
« térêt, cette action n'est rien autre chose que le droit de
« prendre part périodiquement aux bénéfices distribués,
« et plus tard à la distribution du fonds social, en cas de

« dissolution. Un mécanisme ingénieux fait apparaître deux
« titres là où il n'y a qu'une valeur. Le droit de chaque
« associé qui, dans une société ordinaire est un droit in-
« divis dans chacun des biens composant l'avoir social, un
« droit changeant d'objet dans chaque mutation accom-
« plie dans cet avoir, devient dans une société personni-
« fiée un droit abstrait n'ayant aucun lien déterminé pour
« objet, portant *in genere* sur les valeurs que l'adminis-
« tration de la société mettra périodiquement en distribu-
« tion, et sur le fonds social *in globo* avec ses accroisse-
« ments et ses diminutions, tel qu'il résultera des opéra-
« tions sociales. Le but atteint par le législateur est..... de
« faire que la gestion ne soit pas embarrassée par les vo-
« lontés, les incapacités et les destinées diverses des mem-
« bres de la société.....

« Donc, donner à une société, personne morale, c'est
« en réalité donner aux individus qui la composent...
« Pour que la donation soit valable, il faut que les dona-
« taires figurent dans l'acte de donation et l'acceptent.

« Prenons l'exemple d'une société anonyme. Qui est-ce
« qui profite de la donation ? Sont-ce les actionnaires
« futurs ? Est-ce une masse variable composée de per-
« sonnes incertaines jusqu'à la dissolution de la société ?
« — Les seules personnes qui recueillent l'émolument de
« la libéralité sont les actionnaires au jour de la donation.
« On peut affirmer que la valeur de leurs actions s'élèvera
« immédiatement dans une proportion égale à l'importan-
« ce des biens donnés. Si ces actionnaires vendent à
« des tiers ou constituent en dot à leurs enfants leurs
« actions, ils réaliseront le profit de la donation faite

« *en apparence à la Société.* Les actionnaires futurs qui
« auront acheté les actions d'autant plus cher ne sau-
« raient être considérés comme bénéficiaires (1) ».

D'autre part, sous le jugement du tribunal de la Seine du 30 mars 1881, M. Labbé établit un parallèle entre les sociétés commerciales ou autres jouissant de la personnalité civile et les Etablissements d'utilité publique, afin de rendre plus éclatante la démonstration que la personnalité de ces sociétés est une personnalité feinte, par la mise en lumière d'une vraie personnalité, celle des Etablissements d'utilité publique.

« Un Etablissement (d'utilité publique) a été fondé, il a
« une existence juridique ; il a un patrimoine ; y a-t-il
« des individus qui puissent prétendre avoir, sous un
« nom quelconque, des parts dans ce patrimoine ? — Non.
« — L'Etablissement est supprimé ; les biens, en cessant
« d'avoir pour maître l'être collectif, retrouvent-ils immé-
« diatement des maîtres individuels ? — Non, ils sont sans
« maître comme ceux d'une personne décédée, morte
« sans héritier (2). Des lois récentes en ont tiré des con-
« séquences remarquables.... La reconnaissance d'un
« Etablissement d'utilité publique a donc des effets essen-
« tiellement différents de ceux de la fondation d'une so-
« ciété. Au premier cas, une personne juridique est créée,
« elle a des droits auxquels aucun individu ne peut pré-
« tendre. Elle s'enrichit à l'avantage du but qu'elle
« poursuit. En mourant, elle laisse sans maître les biens

1. *La Loi*, 27 août 1881.

2. Ducrecq, *Cours de droit administratif*, tome II, n° 1337.

« *qui lui ont appartenu. Au second cas, la personnifica-*
« *tion n'anéantit pas les droits individuels* des associés.
« Tout accroissement du fonds social profite immédiate-
« ment aux associés dont les actions ont immédiatement
« plus de valeur. *Sa dissolution fait reparaitre dans*
« *toute leur énergie les droits des particuliers* qui ont
« fondé la société ou succédé aux fondateurs. La société,
« avec la force qu'elle puise dans la personnification, est
« un moyen d'enrichissement pour les personnes pri-
« vées (1) ».

Qu'on nous pardonne ces longues citations ; mais nous avons craint d'affaiblir les arguments de M. Labbé en les résumant. Rien ne vaut, pour exprimer la pensée d'un auteur, les termes mêmes dont se sert cet auteur.

A première vue, nous devons l'avouer, la théorie de M. Labbé nous a paru bizarre, invraisemblable même. Elle contrastait tellement avec les enseignements que nous avons reçus journellement de la bouche de nos maîtres, que nous avons contre elle une certaine prévention. Nous avons toujours cru que les sociétés commerciales et civiles à forme commerciale étaient de vraies personnes morales ; et voilà qu'on nous dit que cette personnalité n'existe pas, qu'elle n'est qu'une apparence, un fantôme de personnalité. Nous avons toujours cru à la dualité de patrimoines de ces sociétés, et voilà qu'on nous dit qu'il n'y a jamais eu qu'un seul patrimoine, celui des associés, et que cette dualité de patrimoines n'est qu'un mécanisme ingénieux et rien de plus, destiné à

1. Labbé, *Note sous le jugement du tribunal de la Seine*, Sirey, 1884, II, p. 250.

rendre plus facile le fonctionnement de ces sociétés !

Et cependant, nous avons dû revenir de notre étonnement ; nous avons étudié de plus près les objections et les arguments de M. Labbé et nous avons été frappé de sa lumineuse démonstration. Nous avons dû reconnaître que M. Labbé avait raison, contre la théorie traditionnelle. Nous sommes persuadé, comme M. Labbé qu'il n'y a de vraies personnes morales que celles où la fiction de propriété du patrimoine va jusqu'à la réalité, c'est-à-dire que celles où l'être idéal est propriétaire des biens de l'association à l'exclusion de ses membres, de telle sorte que, lorsque cet être idéal périt par la disparition de ses membres, les biens qui lui appartenaient deviennent sans maître. — En dehors de ce cas, il n'y a pas de vraies personnes morales.

Les termes dont se sert le Code semblent, il est vrai, nous donner tort et justifier la théorie de l'école traditionnelle. Qu'il s'agisse, en effet, de n'importe quelle personne morale ces termes sont les mêmes, et c'est ce qui a dû amener l'école traditionnelle à attribuer les mêmes droits aux diverses personnes morales.

Nous savons, en effet, que, nulle part, le législateur n'a édifié de théorie générale de la personnalité civile. On ne trouve dans le Code que des dispositions éparsés supposant cette personnalité civile. D'où, obligation pour l'interprète de suppléer le législateur et de construire lui-même cette théorie d'ensemble d'après les textes qu'il trouve. Et puisque les dispositions de ces textes sont les mêmes pour tous les cas, nécessité presque absolue pour

l'interprète d'attribuer les mêmes droits aux diverses personnes morales.

Cette théorie de la personnalité civile, écrit M. Sauzet, qui est le « résultat d'une lente et laborieuse évolution... » est encore à l'état vague et indéterminé, où trop souvent « aboutit la doctrine quand elle crée une théorie, soit « pour expliquer des inventions légales, imaginées au fur « et à mesure des nécessités pratiques, lorsque la complexité des relations sociales, faisant apparaître l'insuffisance de la machine juridique, exige l'addition de « quelque rouage (1) ».

La conclusion à tirer de cette étude peut-être un peu longue est donc : 1° que l'article 910 n'a pas une portée générale. Il ne régit que les Etablissements publics et d'utilité publique ; mais il ne s'applique nullement aux sociétés privées, commerciales ou civiles à forme commerciale, jouissant de la personnalité civile ; 2° que ces dernières sociétés sont, de par la loi incapables de recevoir à titre gratuit. Leurs membres, s'ils sont capables peuvent bien recevoir à ce titre, *ut singuli*, et verser ensuite dans le fonds social ce qu'ils auront reçu, si les statuts ne s'y opposent pas ; mais la société, en tant que personne morale, ne peut rien recevoir à titre gratuit.

Il nous reste à voir, maintenant que nous sommes fixé sur la nature et la portée de l'article 910, dans quelle classe de personnes morales rentrent les syndicats professionnels. Sont-ce des établissements d'utilité publique,

1. Sauzet. *De la nature de la personnalité civile des syndicats professionnels*, p. 24.

l'article 910 leur est applicable (1). Sont-ce, au contraire, des sociétés privées, non seulement l'article 910 ne leur est pas applicable, mais encore, ils ne peuvent, en tant que syndicats, rien acquérir à titre gratuit, à moins qu'un texte spécial de la loi ne les relève de cette incapacité.

Sur cette question, deux opinions se sont fait jour, soutenues l'une et l'autre par des esprits éminents : les syndicats professionnels sont des sociétés privées — les syndicats professionnels sont des Etablissements d'utilité publique. Jamais on n'a soutenu que les syndicats professionnels sont des Etablissements publics ; cela, du reste, est de toute évidence, car ils ne font partie d'aucune des divisions de l'Etat ; ils n'en dérivent pas non plus et ne remplissent aucun service public.

Beaucoup d'auteurs affirment que les syndicats professionnels sont des sociétés privées. Ils se basent les uns, sur l'esprit général sous l'empire duquel la loi a été conçue et sur la liberté de leur constitution (2) ; les

1. La jurisprudence, à la suite de quelques auteurs, tout en reconnaissant que les syndicats professionnels sont des Etablissements d'utilité publique, les soustrait cependant à l'application de l'art. 910 du Code civ. (Jug. du trib. de la Seine du 16 juillet 1893, Dalloz. Paris, 1898. 2 138. Sirey, 1899. 221 ; V. aussi tribunal d'Alençon, 16 janvier 1894. Rec. Rouen 1894. 2, 57 ; V. aussi Trib. de la Seine, 3 août 1899. Revue du Notariat et de l'Enregistrement, novembre 1899. n° 10394, p. 839 et ss.

2. Boullaire. *Manuel des syndicats professionnels agricoles*, p. 91 à 95. — Boullay. *Cole des syndicats professionnels*, p. 125 et ss., 134, 246. — Veyan. *Loi sur les syndicats professionnels*, p. 168.

autres sur les intérêts privés qu'ils sont appelés à servir (1).

Ils trouvent à leur opinion un certain appui dans les travaux préparatoires de la loi de 1884. M. Allain-Targé, rapporteur de la Commission devant la Chambre, rapproche les syndicats professionnels des sociétés commerciales quant à la manière dont ils arrivent à la vie civile (2). M. Floquet affirme même que les syndicats professionnels ne « sont que des sociétés commerciales ». « Que veulent « faire, dit-il, les associations syndicales ? Quel est le « but de ces associations ouvrières, sinon de vendre la « plus précieuse des marchandises, le travail humain, et « de le vendre aux meilleures conditions ? Oui, le but est « de tirer un lucre, un profit à répartir entre les mem- « bres du syndicat... Ces sociétés veulent se fonder pour « établir ce trafic (3)... » Nous ne croyons pas que l'opinion de M. Floquet ait été suivie, et aucun de ceux qui ont commenté la loi de 1884, n'a du reste jamais affirmé que les syndicats professionnels sont des sociétés commerciales. Tous, au contraire, se sont appliqués à distinguer soigneusement les syndicats professionnels des sociétés commerciales. Du reste, il est facile de se convaincre par la seule lecture de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 qu'ils sont et qu'ils doivent être tout autre chose que des sociétés commerciales.

1. César-Bru, *op. cit.*, p. 33 à 46.

2. *Documents parlementaires*. Chambre, mars 1881, p. 363 col. 2-365, col. 1.

3. *Débats parlementaires*. Chambre, mai 1881, p. 966, col. 2 et 3.

Nous croyons au contraire, que les syndicats professionnels sont des Établissements d'utilité publique.

M. Ducrocq donne des Établissements d'utilité publique la définition suivante : Ce sont « des Établissements dont
« l'existence présente un caractère d'utilité générale et
« publique qui a été reconnu dans les conditions déterminées par la loi ».

« Les Établissements d'utilité publique ne font partie
« de près ni de loin de l'organisation administrative. Un
« acte de la puissance publique, en leur reconnaissant
« le caractère d'Établissements d'utilité publique leur
« confère seulement la personnalité civile, le droit de
« posséder et d'acquérir ; c'est le caractère d'utilité générale qu'ils présentent, ce sont les services qu'ils
« peuvent rendre qui déterminent l'autorité publique à
« leur accorder cette faveur, sous la réserve du droit de
« révoquer la mesure quand elle le juge convenable.
« Exemples d'Établissements d'utilité publique : les communautés religieuses légalement reconnues ou autorisées, les caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuels approuvées, les associations syndicales autorisées (1). »

Quant à la manière dont les établissements d'utilité publique prennent naissance, il faut, dit M. Ducrocq, pour chaque établissement une *intervention spéciale et individuelle* des pouvoirs publics (loi, décret, arrêté préfectoral) (2), tandis que les personnes morales privées se

1. Ducrocq, *Droit administratif*, tome II, n° 1333, p. 473, 474.

2. Ducrocq, *ibid.*, n° 1334, p. 475.

forment *librement en vertu d'une disposition générale de la loi*, sans intervention spéciale du pouvoir, et existent par le fait même du contrat de société fait selon les formes légales.

M. Labbé soutient la même théorie que M. Ducrocq.

« Nous sommes, dit-il, en présence de deux classes de
« personnes morales, d'un côté les Établissements pu-
« blics, les Établissements d'utilité publique, les corpora-
« tions, auxquels *une décision spéciale* du législateur ou
« du Gouvernement a conféré la qualité et les droits
« d'une personne juridique; d'un autre côté, les sociétés
« commerciales en nom collectif, en commandite ou ano-
« nymes, et les sociétés civiles qui ont adopté les formes
« réglées par la loi commerciale. Ces sociétés régies par
« l'article 529 du Code civil ont reçu, en vertu d'une *dis-*
« *position générale* de la loi, une sorte de personnalité
« juridique (1). »

Cette théorie est également celle de M. Glotin (2).

Par conséquent, pour MM. Labbé et Ducrocq, et pour beaucoup d'autres, le critérium auquel on reconnaît un Établissement d'utilité publique d'une société privée est le suivant : Un Établissement d'utilité publique exige pour sa création une intervention spéciale et individuelle du Gouvernement. Une société privée se forme, au contraire, par contrat, par le seul concours des volontés privées, sans aucune intervention administrative.

1. Labbé, note sous Paris, Sirey, 1881-2-249.

2. Glotin, *Etude historique, juridique et économique sur les syndicats professionnels*, p. 202.

Les auteurs qui rangent les syndicats professionnels parmi les sociétés privées partent de ce principe et raisonnent ainsi : Puisqu'il faut pour la création d'un Établissement d'utilité publique une intervention spéciale et individuelle du Gouvernement ; puisque, pour détruire un Établissement d'utilité publique, un acte du Gouvernement est nécessaire et suffisant ; mais puisque les syndicats professionnels se forment librement et que la personnalité civile leur est acquise sans aucune intervention administrative ; puisqu'encore l'administration ne peut les dissoudre, car à l'autorité judiciaire seule, il appartient de constater l'inexistence d'un syndicat ou d'en prononcer la nullité ; il s'ensuit que les syndicats professionnels ne peuvent être rangés parmi les Établissements d'utilité publique, mais bien parmi les sociétés privées, à côté des sociétés commerciales.

Ce raisonnement est rigoureusement logique, mais le principe d'où il découle est-il juste ?

Nous ne le pensons pas.

En effet, nulle part la loi n'a dit : On reconnaîtra un Établissement d'utilité publique à ce signe que sa création aura été l'objet d'une intervention spéciale du gouvernement, à la suite d'une enquête de l'Administration. On reconnaîtra au contraire une société privée à ce signe qu'elle se sera formée librement, par le seul jeu des conventions.

Le critérium proposé plus haut est une œuvre pure de la doctrine qui s'est basée sur ce fait que jamais aucun Établissement d'utilité publique n'avait été créé autrement

qu'à la suite d'une intervention du Gouvernement, et qui a érigé ce fait en principe.

Mais il nous semble qu'on ne doit pas tirer de cette constatation une telle conséquence. C'est attacher au fait qu'elle relève, une importance qu'il n'a pas, car de ce que les choses se soient toujours passées ainsi, il ne s'ensuit pas que nécessairement il en doive toujours être de même. Le législateur est maître de ses décisions.

Et au fond, n'est-ce pas la loi elle-même qui crée les Etablissements d'utilité publique ? Si elle exige l'accomplissements de certaines formalités, c'est cependant elle qui accorde à l'Administration le pouvoir de donner la vie civile à ces Etablissements. L'Administration n'a pas un pouvoir propre ; elle n'est que l'intermédiaire de la loi. Pourquoi, si le législateur veut favoriser une espèce d'institution, ne la déchargerait-il pas de toutes ces formalités gênantes, et ne lui accorderait-il pas *de plano* et par anticipation en même temps que la personnalité civile, le rang d'Etablissement d'utilité publique. « On comprend, « dit M. Sauzet, que, suivant la faveur que le législateur « témoigne, d'après les idées, le goût du jour, à telle ou « telle institution, il recoure au procédé plus large de la « reconnaissance en masse, au lieu de s'en tenir au pro- « cédé de la reconnaissance spéciale. Ce que l'on ne com- « prendrait pas, c'est que la procédure adoptée fit varier « la nature de l'être fictif.

Et, du reste, la théorie que nous combattons ne peut pas être prise à la lettre ; avant la loi du 24 juillet 1867,

1. Sauzet, *op. cit.*, n° 33 p. 32-33.

les sociétés anonymes par actions ne pouvaient être créées sans l'autorisation préalable du Gouvernement, et même encore aujourd'hui, les tontines et les sociétés d'assurance sur la vie sont encore soumises à cette même autorisation. A-t-on jamais dit que ces sociétés étaient des Etablissements d'utilité publique ?

Le critérium proposé par MM. Ducrocq et Labbé ne nous satisfait donc pas. Il donne trop d'importance à un fait extérieur, la manière dont s'était toujours produit l'avènement à la vie civile des établissements d'utilité publique.

On a proposé un autre critérium, basé sur le but poursuivi par les diverses personnes morales. Ce critérium est le suivant : Seraient sociétés privées, les sociétés poursuivant un intérêt privé ; seraient au contraire Etablissements d'utilité publique, les sociétés ou les associations poursuivant un intérêt général. (Nous ne parlons pas des Etablissements publics ni des différences qui les séparent des Etablissements d'utilité publique, ni non plus des difficultés qui peuvent surgir sur le point de savoir si, dans un cas déterminé, il y a création d'un Etablissement public ou d'utilité publique. Cela est en dehors de notre sujet, et n'est d'aucun intérêt pour la question que nous traitons).

Ce critérium a du vrai ; mais il n'est pas complet. Il est évident que les Établissements d'utilité publique ont pour but de servir des intérêts généraux ; certains même servent uniquement et exclusivement des intérêts généraux ; Il est non moins évident que les sociétés privées

sont créées dans le but de satisfaire des intérêts privés. Mais tout les Établissements qualifiés d'utilité publique ne servent pas exclusivement l'intérêt général; à côté de cet intérêt général, apparaissent souvent les intérêts privés.

Faut-il dire alors que ces Etablissements sont d'utilité publique, et soumis aux règles des Etablissements d'utilité publique, lorsqu'on les envisage relativement à l'intérêt général; et sociétés privées et soumis au régime des sociétés privées lorsqu'on les envisage du côté des intérêts privés qu'ils servent : — Ou faut-il dire qu'il faut examiner si c'est l'intérêt public ou si ce sont les intérêts privés qui dominant, pour savoir dans quelle classe on doit les ranger? — Le premier terme du dilemme est insoutenable : une société ou une fondation ne peut avoir deux états civils; elle est Établissement d'utilité publique ou société privée; il n'y a pas de milieu. Quant au second, il soulève une question tellement difficile à résoudre en fait, qu'on doit le rejeter également.

Du reste, il y a des Etablissements qui sont reconnus par la loi même comme d'utilité publique et qui, à côté de l'intérêt public, servent des intérêts privés considérables. Telles sont les sociétés de secours mutuels qui jouissent de la personnalité civile (Loi du 15 juillet 1850, art. 1. Décret du 14 juin 1851, art. 1). Ces sociétés assurent des secours temporaires et des pensions de retraites aux sociétaires malades, blessés ou infirmes. (Décret du 26 mars, — 6 avril 1852, art. 6). N'est-ce pas là satisfaire des intérêts privés au plus haut point? et la question ne

se pose-t-elle pas sérieusement de savoir si l'intérêt privé ne domine pas l'intérêt général ? (1)

Autre difficulté : Si les particuliers veulent fonder une société dans laquelle les intérêts privés et publics doivent être mêlés, ils vont être bien embarrassés. Si, en effet, ils considèrent l'intérêt général, ils vont croire qu'il leur faut solliciter de l'Administration la reconnaissance d'utilité publique pour leur société, et s'il y a erreur de leur part, l'Administration leur refusera cette reconnaissance. Il s'ensuivra pour eux une perte de temps qui pourra leur être très préjudiciable. — Si au contraire, ils ne considèrent que l'intérêt privé, ils vont croire qu'il leur suffit, pour assurer la personnalité civile à leur entreprise, de se conformer aux dispositions du code civil et du code de commerce relatives aux sociétés : et alors, s'ils se sont trompés, non seulement les opérations qu'ils auront faites seront nulles, mais encore ils encourront les sévérités du code pénal à l'égard des associations et réunions de plus de vingt personnes.

Nous avons donc bien raison de dire que ce critérium ne satisfait pas à toutes les exigences.

Nous proposons un autre critérium qui nous paraît plus juridique et d'une application universelle. Ce critérium résulte comme le précédent de l'étude du but poursuivi par les fondateurs de la personne morale ; mais nous envisageons ce but à un autre point de vue : nous nous demandons quelle a été la pensée intime de ces fonda-

1. Et au fond qu'est-ce que l'intérêt général, sinon la somme de tous les intérêts privés ? Il n'y a pas d'intérêt général, abstraction faite des intérêts privés.

teurs. Ont-ils voulu, en faisant leur apport, s'en dépouiller complètement au profit de l'être moral et ne conserver ou n'acquérir sur les biens mis en commun par eux ou par des donateurs aucun droit, soit pendant la durée de l'association, soit à sa dissolution ? En d'autres termes, ont-ils voulu constituer un patrimoine de mainmorte ? Si oui, l'association ou la fondation est un Établissement d'utilité publique, de quelque manière qu'ait eu lieu son avènement. — Si non, l'association ou la fondation est une société privée.

Ce critérium est exposé d'une façon magistrale par M. Sauzet, à qui nous l'avons emprunté (1).

« Le fait individuel, écrit M. Sauzet, fondation ou association, qui crée la personne morale ou qui n'en est que le germe, qui en prépare l'avènement ultérieur par un acte de la puissance publique, ce fait appelle nécessairement une *contribution financière* aux besoins, aux charges, aux frais que le fonctionnement de l'entreprise de l'œuvre va révéler. Cette contribution, ce versement unique ou périodique, appelez-le donation du fondateur, dot du religieux, apport de l'associé, cotisation du sociétaire, il importe peu ; mais quel que soit son nom, de deux choses l'une : ou bien ce versement est fait dans le but d'en tirer un profit pécuniaire, de le voir fructifier, s'accroître, dans le but de spéculer sur lui, c'est au moins un placement ; — ou bien il s'est produit, sinon toujours *animo donandi*, par pur esprit de sacrifice, du moins abstraction faite de toute perspecti-

1. Sauzet. *op. cit.* n° 35 et ss. p. 36 et ss.

« ve de gain, de tout espoir d'un revenu à en tirer ou
« d'une plus-value à réaliser un jour sur lui, ce n'est pas
« même un placement.

« Au premier cas, il y aura *personne morale privée*,
« au second cas, il y a ou il y aura *personne morale*
« *publique* (1). »

M. Sauzet démontre l'exactitude de sa théorie en l'appliquant aux sociétés de secours mutuels et aux sociétés commerciales. Nous allons le suivre dans cette démonstration.

« Insistons, dit-il, sur une distinction qui, pour être
« subtile, comme toutes les recherches d'intention, ne
« nous semble pas moins correspondre à la réalité. Pre-
« nons pour termes de comparaison une société de se-
« cours mutuels et une société commerciale. N'est-il pas
« évident que le but poursuivi par le sociétaire, s'il est
« incontestablement intéressé, ne l'est pas au même de-
« gré que celui auquel tend l'associé actionnaire ?

« Aussi les résultats du versement des cotisations de
« l'un, ou des apports de l'autre, seront fort différents.
« Sans doute, le premier acquiert un droit à des secours
« comme le second un droit à des bénéfices... éventuels;
« et, de ce chef, chacun se propose bien un but d'intérêt
« privé. Mais le droit du premier est essentiellement atta-

1. Nous devons faire ici une réserve. M. Sauzet range parmi les personnes morales publiques les Etablissements d'utilité publique. Nous verrons plus tard que les Etablissements publics seuls sont des personnes morales publiques. Nous dirons donc, en corrigeant M. Sauzet, au second cas il y a ou il y aura Etablissement public, ou d'utilité publique.

« ché à sa personne, il n'en transmettra rien ; le droit de
« l'associé, lui, peut n'être pas cessible ; sa qualité d'asso-
« cié peut être intransmissible ; même alors, l'émolument
« attaché à cette qualité, sa valeur pécuniaire se trans-
« mettra.

« Un mutualiste meurt ; son héritier n'a pas droit, aux
« secours d'abord, et, en outre, il ne trouve dans la suc-
« cession du défunt aucune valeur correspondant aux
« versements successifs effectués par son auteur dans la
« caisse sociale. Au regard de l'héritier, ces versements
« ont été définitivement aliénés au profit de la société de
« secours. Certes, ce n'est point là une spoliation ; rien
« de plus conforme au but de la société de secours et à
« la volonté du mutualiste. La personne morale, quand
« la société en sera une, acquerra les cotisations de ses
« membres irrévocablement à l'égard de leurs héritiers.

« Supposons, au contraire, un associé dans une société
« même formée *intuita personarum* : s'il meurt, son hé-
« ritier, sans doute ne prendra pas sa place dans la
« société ; mais il aura néanmoins des droits pécuniaires
« à faire valoir du chef de son auteur dans la société. A
« ce point de vue, l'acquisition des apports par la per-
« sonne morale, si la société en est une, n'apparaît plus
« comme définitive, irrévocable. L'associé, en versant ses
« apports, n'entend pas se dépouiller au même titre, ni
« dans la même mesure que notre mutualiste, tout à
« l'heure, en versant ses cotisations : le but qu'ils pour-
« suivaient n'était pas le même ».

M. Sauzet poursuit le parallèle entre les sociétés pri-
vées et les Etablissements d'utilité publique, et il constate

que les mêmes dissemblances se reproduisent en cas de dissolution.

« Quand une société se dissout, dit-il, chaque associé a
« droit au partage *de tout le fonds* social, car, du jour de
« la dissolution, tout au moins si la société était personne
« morale, les associés sont co-propriétaires... Ce droit
« au partage des associés est une suite de la même idée
« toujours, du but qu'ils ont poursuivi en commun : but de
« spéculation...

« Rien de pareil pour des mutualistes en cas de liquida-
« tion d'une société de secours mutuels. Il est restitué aux
« sociétaires faisant à ce moment partie de la société, le
« montant de leurs versements respectifs... déduction
« faite des dépenses occasionnées par chacun d'eux (Loi
« du 15 juillet 1850, art. 2. — Décret du 26 mars 1852 art.
« 15). Ainsi le maximum des remboursements que les
« sociétaires peuvent réclamer, c'est le total de leurs co-
« tisations. Quant à l'excédent de l'actif social, ils ne peu-
« vent y prétendre aucun droit. Cet excédent leur échappe
« d'où qu'il vienne... (1)

« Solution irréprochable, pensons-nous, car elle est
« seule conforme au but de la société, à la volonté de ses
« adhérents. Mutualistes, ils n'ont jamais dû poursuivre,

1. M. Sauzet fait remarquer, qu'en bonne logique, le remboursement des cotisations aux sociétaires actuels, même avec la déduction de ce qu'ils ont coûté à la société, ne s'explique pas, car le but qu'ils poursuivaient, comportait un dépouillement complet et irrévocable de leurs cotisation au profit de l'œuvre commune. — Nous sommes complètement d'accord avec lui.

« en échange de leurs cotisations, autre chose que des
« secours éventuels ; ils n'ont pas dû espérer des bénéfices,
« ces, attendre une plus-value sur leurs mises, compter
« sur un gain » (1).

Notre critérium, en dernière analyse, se réduit donc à ceci : Est Etablissement public ou d'utilité publique toute association ou fondation jouissant de la personnalité civile, à laquelle les fondateurs auront voulu constituer un patrimoine de mainmorte ; — Est au contraire, société privée, toute association ou fondation jouissant ou non de la personnalité civile, dans laquelle les associés n'auront pas constitué un patrimoine de mainmorte, mais où ils sont ou deviendront copropriétaires du patrimoine social. La mainmorte, voilà donc le signe auquel on reconnaît un Etablissement public ou d'utilité publique d'une société privée.

Et maintenant, que nous avons notre critérium, appliquons-le aux syndicats professionnels.

Des ouvriers d'un même métier se rencontrent et veulent former un syndicat pour étudier et défendre leurs intérêts. Ils décident qu'ils verseront par an telle somme pour leur procurer les moyens de vivre et d'arriver à leurs fins. Ils rédigent leurs statuts, nomment leurs administrateurs et font à la mairie le dépôt prescrit par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884. Voilà un syndicat formé et fonctionnant régulièrement. Est-il société privée, ou bien Etablissement d'utilité publique ?

A coup sûr, ces ouvriers, en se syndiquant, ont eu

1. Sauzet, *op. cit.*, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42.

l'intention d'améliorer leur condition; ils se sont unis pour défendre leurs droits avec plus d'autorité pour faire triompher plus facilement leurs revendications, augmentation de leur salaire, diminution du nombre d'heures de travail, etc. Ils ont donc eu en vue la poursuite et la réalisation d'intérêts privés.

Mais, en versant leurs cotisations, qu'ont-ils voulu faire? Ont-ils voulu spéculer? Ont-ils entendu faire fructifier ces cotisations et en tirer des bénéfices? — Nullement. — Et s'ils reçoivent des libéralités, entendent-ils en profiter, entendent-ils se les partager? — Pas davantage. — Ils ont fait abandon complet et définitif de leurs cotisations au syndicat, et ils ont renoncé à tout jamais à l'espoir de bénéficier des libéralités qui pourraient être faites à l'association. Le syndicat, en recevant les cotisations de ses membres et les libéralités de ses bienfaiteurs s'enrichit pour le but qu'il poursuit et non pour ses membres. Il devient propriétaire exclusif des unes et des autres. Son patrimoine est donc bien un patrimoine de mainmorte.

Est-ce que les syndiqués recevront jamais aucun dividende pendant la durée du syndicat? — Non. Ils verseront leurs cotisations au syndicat, mais jamais celui-ci ne leur distribuera aucun dividende. A moins qu'on ne dise que les résultats matériels, augmentation des salaires, diminution du nombre d'heures de travail obtenus par les efforts du syndicat ne soient des dividendes? — Economiquement parlant, peut-être, pourrait-on soutenir que l'augmentation de salaires obtenue par un syndicat en faveur de ses membres est la fructification des fonds.

versés par eux, et qu'à ce titre, elle équivalait à un dividende. Mais nous ne faisons pas d'économie politique ; nous faisons du droit, et juridiquement parlant, on ne peut soutenir que cette augmentation de salaire soit un dividende.

Les syndiqués recevront peut-être de leur syndicat des sommes d'argent pendant unegrève ou à d'autres occasions ; mais là encore, il n'y aura pas distribution de dividende ; il y aura donc du syndicat à ses membres ; il y aura dépouillement gratuit de sa part en leur faveur. voilà tout.

Et si un syndiqué se retire du syndicat ou meurt, est-ce que lui ou ses héritiers conserveront ou recueilleront des droits contre ce syndicat ? — Nullement. L'article 7 est formel à cet égard, il refuse aux syndiqués démissionnaires le droit de réclamer quoi que ce soit au syndicat. Nous le démontrerons du reste plus tard et nous verrons qu'il y a lieu d'assimiler à la démission la mort et l'exclusion des syndiqués.

Le syndiqué qui se retire n'a donc rien à réclamer au syndicat. Tout ce qu'il a versé est perdu pour lui d'une manière irrévocable. Mais d'ailleurs, cette perte n'est pas un dépouillement, le syndiqué a obtenu des avantages en contre partie de ses versements et si l'on fait la balance des uns et des autres, peut-être trouvera-t-on qu'il a reçu plus qu'il n'a versé et que son enrichissement a dépassé son appauvrissement. Il a pu se dire, en effet, membre du syndicat, il a pu y trouver gratuitement ou à peu près, des conseils et des renseignements qu'il aurait peut-être payés fort cher ailleurs ; il a pu bénéficier d'une augmen-

tation de salaire obtenu par le syndicat ; il a pu recevoir des secours soit du syndicat, soit des caisses spéciales que le syndicat a créées pour ses membres... etc. Tout cela, n'est-ce rien ?

Et même, quand les avantages qu'il aurait obtenus seraient inférieurs aux sacrifices qu'il a dû s'imposer, qu'on ne dise pas que le syndiqué est victime d'une injustice ! Son entrée dans le syndicat est le résultat d'une entente librement consentie entre lui et le syndicat car personne n'est obligé de faire partie d'un syndicat. Il a connu, avant d'entrer dans l'association, les conditions de cette association ; il les a acceptées librement, et si en quittant cette association, il y laisse tout ce qu'il a versé, il n'a pas à s'en plaindre, car il subit la loi de son contrat.

Les membres d'un syndicat n'ayant donc, en résumé, d'après la loi, aucun droit sur le patrimoine de ce syndicat, le but des fondateurs est donc atteint. Ils ont fondé un patrimoine de main-morte.

Et, comme nous l'avons démontré plus haut, en étudiant la théorie de M. Labbé, la principale différence qui sépare les Etablissements d'utilité publique des sociétés privées, consiste en ce que, dans les premiers on trouve un patrimoine appartenant en propre à l'être moral, distinct de celui de leurs membres et sur lequel ces membres n'ont ou n'auront jamais aucun droit ; — tandis que dans les sociétés privées, jouissant de la personnalité civile, il n'y a, malgré les apparences qu'un patrimoine, celui des associés ; — nous devons conclure que les syndicats professionnels, ayant un patrimoine propre,

sont bien des Etablissements d'utilité publique capables, par conséquent, de recevoir des dons et des legs et soumis pour l'acceptation des uns et des autres à la nécessité de l'autorisation administrative.

Cette conclusion est, du reste, corroborée par les quelques décisions de jurisprudence qui ont été prononcées dans le cours des dernières années. Néanmoins la jurisprudence tout en reconnaissant aux syndicats professionnels le caractère d'Etablissements d'utilité publique les soustrait pour des motifs curieux à l'autorisation administrative pour l'acceptation des dons et des legs qui leur sont faits.

« Attendu, dit le jugement du tribunal de la Seine du
« 16 juillet 1896, que la loi du 21 mars 1884, autorisant
« la formation entre personnes exerçant la même profes-
« sion, de syndicats ou associations ayant pour objet l'é-
« tude et la défense des intérêts économiques, indus-
« triels commerciaux et agricoles (1), (*sic*) a attribué à
« ces associations le caractère de personnes civiles par le
« fait même de leur constitution, sans qu'aucune forma-
« lité fût nécessaire pour l'obtention de cette personna-
« lité ; qu'elle leur reconnaît expressément le droit d'es-
« ter en justice et d'acquérir des biens, limitant seule-
« ment ce dernier droit, en ce qui concerne les immeu-
« bles, à ceux qui sont nécessaires à leurs réunions, à
« leurs bibliothèques et à des cours d'instruction profes-

1. Le tribunal, en ponctuant de cette manière l'énumération des intérêts que les syndicats sont appelés à défendre, ne reconnaît donc pas la possibilité de la formation de syndicats entre les personnes exerçant des professions libérales.

« sionnelle ; — Attendu que le texte, adopté par le Sénat
« en 1882, contenait une disposition expresse qui interdi-
« sait aux syndicats professionnels de recevoir des dons
« et d'acquérir autrement qu'à titre onéreux ; que cette
« disposition a été intentionnellement éliminée du projet
« voté en 1883 par la Chambre des députés, projet qui,
« soumis de nouveau au Sénat, est devenu, sans modifi-
« cation sur ce point, le texte définitif de la loi du 21 mars
« 1884 ; que les syndicats professionnels ont donc, comme
« conséquence de leur personnalité civile et en vertu de
« la loi organique qui les a institués, la capacité d'ac-
« quérir à titre gratuit ; — Attendu que ces associations
« *ne sauraient être assimilées aux sociétés privées qui*
« *ont pour objet essentiel, aux termes de l'art. 1832 du*
« *Code civil, de mettre quelque chose en commun, en*
« *vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ;*
« que, devant nécessairement et à peine de dissolution se
« consacrer à l'étude et à la défense des intérêts de cer-
« taines collectivités, *elles ont un caractère d'utilité pu-*
« *blique* qui a déterminé le législateur à les soustraire à
« l'application des anciennes lois restrictives de la liberté
« d'association ; — Mais que ce caractère n'implique point
« à leur égard la nécessité d'obtenir l'autorisation du Gou-
« vernement pour recueillir des dons et legs ; que la loi
« nouvelle, de même qu'elle leur permettait de se former
« sans aucun des modes requis pour la formation des au-
« tres Etablissements d'utilité publique, a affranchi leur
« fonctionnement de toute tutelle et *n'a institué aucune*
« *procédure pour autoriser les acquisitions à titre gra-*
« *tuit qu'elles pourraient faire ; — Attendu que pour*

« sauvegarder la sécurité publique et les droits de l'Etat,
« cette même loi a cru devoir substituer à l'intervention
« préventive de l'Administration, l'intervention représ-
« sive des tribunaux, en cas d'infraction aux statuts (1) ».

Le jugement du tribunal de la Seine du 3 août 1899 (2)
reproduit les mêmes motifs que le jugement précité.

Nous ne pouvons, quant à nous, admettre comme le
fait la jurisprudence que la loi de 1884 ait soustrait les
syndicats professionnels à l'application de l'article 910 du
code civil, car de ce qu'elle leur ait permis de se former
librement, en dehors du contrôle de l'Administration, il ne
s'ensuit pas qu'ils soient affranchis des règles auxquelles
sont soumis tous les Etablissements d'utilité publique.
Le silence de la loi en matière d'acceptation des dons et
des legs prouve tout simplement qu'elle s'est référée aux
dispositions existantes, car pour abroger un texte de loi,
il faut de la part du législateur plus que le silence ; il faut
une disposition expresse. Nous maintenons donc notre
conviction que les syndicats professionnels ne peuvent
recevoir aucune libéralité sans l'autorisation du Gouver-
nement.

Les travaux préparatoires de la loi de 1884 viennent
aussi, de même que la circulaire du ministre de l'Intérieur
M. Waldeck-Rousseau du 25 août 1884, à l'appui de
notre thèse, prouver que les syndicats professionnels
sont des Etablissements d'utilité publique.

1. Dalloz. Paris, 1898-2-138. Sirey 1899-2-221.

2. *Revue du notariat et de l'Enregistrement*, novembre, 1899.
n° 10394, p. 389 et suiv.

Il a été dit, lors des débats, que pour créer un Etablissement d'utilité publique, une reconnaissance spéciale n'est pas nécessaire, mais que le législateur peut recourir à une reconnaissance en masse. M. A. Dubost, commentant le projet de la Commission, s'exprimait ainsi :

« Le système du projet de la Commission est d'une simplicité extrême. Il consiste chaque fois que des circonstances nouvelles se manifestent, chaque fois que, dans l'ordre des faits sociaux, se produisent des phénomènes heureux ou des besoins nouveaux, politiques, économiques, religieux, qui exigent pour leur développement et leur satisfaction, l'emploi de la liberté d'association, il consiste à les vérifier, à les constater, puis à *donner collectivement par la loi*, aux groupes d'individus constitués ou non, mais qui peuvent se constituer, que ces événements intéressent ou peuvent intéresser, la pleine liberté d'associations, *les reconnaissant ainsi en quelque sorte, comme d'utilité publique, d'utilité sociale*. Aujourd'hui, il s'agit d'intérêts ouvriers de l'ordre économique ; demain il pourra s'agir d'intérêts d'ordre politique ou même d'ordre religieux (1) ».

On fit au projet de la commission des objections qui le précisent :

M. Ribot se demandait « si cette concession de la personnalité civile *qui est une chose grave au point de vue de notre droit public* n'appelle pas certaines garanties, certaines limitations » (2) et M. Trarieux

1. A. Dubost. Chambre. *Débats parlementaires*, mai, 1884, p. 961.

2. *Ibid*, p. 925, col. 3.

remarquait qu'il « était absolument *sans précédents* que
« des êtres moraux fussent sortis tout à coup du pacte
« d'association *sans que la société se fût réservé le droit*
« *de voir* si ce pacte ne renfermait rien de contraire
« aux prescriptions essentielles de la loi générale (1) ». M. Goblet faisait la même constatation. A quoi M. Floquet président de la Commission répondait :

« Ce sont des formules que nous connaissons depuis
« longtemps, mais que nous voulons changer... L'innova-
« tion consiste précisément à vous demander d'user de
« votre *droit d'autorisation générale*... de soustraire
« vous-mêmes les syndicats à l'autorisation de la police,
« *de les investir vous-mêmes des droits civils*, absolu-
« ment nécessaires à leur existence, à leur action que
« nous connaissons, à leur but qui est bien déterminé (2) ».

Ces paroles sont pour notre opinion un soutien bien précieux. Mais peut-être dira-t-on que ce ne sont là que des mots et que les idées qu'exprimait en 1881 le président de la Commission n'ont pas consacrées par la loi de 1884. Nous avons de cette loi un commentaire officiel, c'est la circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets à l'occasion de la mise en vigueur de cette loi. Que dit-elle à ce sujet.

« Grâce à l'art. 6, écrit le ministre, le syndicat devient
« une personne juridique *d'une durée indéfinie*, distincte
« de la personne de ses membres, capable d'acquérir et
« posséder *des biens propres*, de prêter, d'emprunter,

1. *Ibid*, p. 959, col. 1.

2. *Ibid*, p. 1003, col. 3.

« d'ester en justice. Ainsi ces associations professionnel-
« les, d'abord prescrites, puis tolérées, sont élevées par
« la loi du 21 mars au rang des Etablissements, d'utili-
« lité publique, et, par une faveur inusitée jusqu'à ce
« jour, elles obtiennent cet avantage, non en vertu de
« concessions individuelles, mais en vertu de la loi, et par
« le seul fait de leur création. Les Pouvoirs publics, en
« aucun temps, en aucun pays, n'ont donné une plus
« grande preuve de confiance et de sympathie aux tra-
« vailleurs (1).

A coup sûr, on ne peut trouver de meilleur commen-
taire d'une loi que celui du ministre chargé de la faire
appliquer. Ici, le ministre constate que les syndicats pro-
fessionnels forment une personne distincte de celle de
leurs membres, d'une durée indéfinie, capable d'acquérir
et de posséder des biens propres. Ne sont-ce pas là les
caractères des Etablissements d'utilité publique ? Cette
constatation n'est-elle pas en conformité avec la théorie de
M. Labbé ? Est-ce que les sociétés privées ont une per-
sonnalité distincte de celle de leurs membres ? Est-ce
qu'elles ont des biens propres ? Non, leurs biens sont
biens de leurs membres ; ils ne paraissent être biens de
l'association que dans l'intérêt de leur administration.
Est-ce qu'elles ont une durée indéfinie ? En aucune fa-
çon. Ces caractères ont exclusivement ceux des Etablis-
sements d'utilité publique.

Aussi, le ministre de l'Intérieur conclut : Les syndicats
professionnels sont des Etablissements d'utilité publique.

1. Waldeck-Rousseau. *Circul. minist.* 25 août 1884.

L'Administration aurait pu faire une objection et dire : Mais ne faut-il pas que j'intervienne pour créer un Établissement d'utilité publique ? Le ministre a prévu cette objection et y répond : Les syndicats professionnels sont Etablissements d'utilité publique sans votre intervention ; par une faveur inusitée jusqu'à ce jour, ils obtiennent cet avantage en vertu de la loi, par le seul fait de leur création.

Ne retrouve-t-on pas dans cette circulaire les termes que nous avons relatés plus haut ? Les idées sont les mêmes que celles qui ont été exprimées lors de la discussion de la loi. Celui qui était ministre au moment, où le projet de loi a abouti et qui, par conséquent avait dû suivre avec attention les dernières discussions, était mieux que quiconque à même de donner un avis éclairé sur le sens de cette loi. Et comme les mêmes termes se trouvent dans la bouche des membres de la Commission chargée de soutenir le projet du Gouvernement et sous la plume du ministre chargé de faire appliquer la loi, nous devons en conclure que les idées du projet ont passé dans la loi même.

Le 14 novembre dernier, le Ministre de l'Intérieur a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi destiné à modifier la loi du 21 mars 1884. Par une coïncidence qui, pour nous est une bonne fortune, ce ministre est le même qu'en 1884, c'est M. Waldeck-Rousseau.

Ce projet a, entre autres buts, celui d'accorder aux syndicats professionnels une capacité illimitée d'acquérir à titre gratuit ou à titre onéreux tous biens meubles et immeubles, et de plus, le droit, en se conformant à cer-

taines obligations spéciales, de faire des actes de commerce.

Or, dans l'exposé des motifs, nous lisons ceci :

« Il (le projet) reconnaît aux syndicats auxquels la
« personnalité civile est accordée dans cette mesure, la
« propriété des cotisations ou des valeurs qui en repré-
« sentent l'emploi. Cette propriété ne réside pas sur la
« tête de chacun des syndicataires, mais sur celle du syn-
« dicat envisagé comme une personne morale distincte
« de celle de ses membres. *En ce point le projet de loi*
« *n'innove pas, et il applique en les précisant, les con-*
« *séquences mêmes du principe posé en 1884* » (1).

Si les syndicats étaient, comme quelques-uns le soutiennent, des sociétés privées, depuis quinze années qu'ils fonctionnent, les discussions qui se sont élevées à ce sujet auraient dû ouvrir les yeux au Gouvernement. Loin de là, le ministre de l'Intérieur, organe du Gouvernement affirme, en 1899 comme en 1884 que les syndicats professionnels sont des Etablissements d'utilité publique.

Les syndicats professionnels sont donc soumis, comme tous les Etablissements d'utilité publique à la nécessité de l'autorisation administrative pour l'acceptation des libéralités mobilières ou immobilières qui leurs sont faites. Ils ne sont capables d'acquérir à ce titre qu'avec l'agrément de l'Administration.

Nous allons voir, du reste, que les motifs qui ont pré-

1. Nous n'avons pu nous procurer le texte même du projet déposé par le Gouvernement.

sidé à l'établissement de cette règle se retrouvent pour les syndicats professionnels.

Et d'abord, l'intérêt public est ici en jeu d'une façon indiscutable.

La loi du 21 mars 1884, tout en se montrant d'une bienveillance exceptionnelle à l'égard des syndicats professionnels, puisque contrairement à tous les précédents, elle leur accorde la personnalité civile en masse, la loi de 1884 devait veiller à ce que la nouvelle institution ne devint pas un danger public. Il était prudent pour elle de limiter leur puissance, car elle ne pouvait prévoir quel usage les syndicats en feraient. Les tentations sont bien fortes, lorsqu'on est puissant et qu'on a des revendications à faire, de se servir de moyens violents pour les faire triompher.

Dans ce but, la loi de 1884 limita les acquisitions immobilières des syndicats aux seuls immeubles nécessaires à leur fonctionnement. Les syndicats professionnels en effet, étant d'une durée indéfinie, auraient pu, par l'accroissement continu de leur richesse immobilière arriver à former de petits Etats dans l'Etat. On en a constaté l'inconvénient sous l'ancien régime et on ne voulait pas qu'il se reproduisît.

Mais la fortune mobilière des syndicats est restée illimitée. La loi a pensé qu'il y avait moins à redouter les syndicats riches en valeurs mobilières qu'en immeubles. Et puis, y aurait-il eu danger dans l'accroissement immodéré des valeurs mobilières d'un syndicat qu'il était impossible en fait au législateur de fixer une limite à cet accroissement. Chaque syndicat, en effet, a des besoins variés. Tel

fonctionnera sans peine avec un petit capital, tel autre, au contraire, ne pourra vivre avec des ressources beaucoup plus considérables. Tout dépend de l'administration des syndicats, de leurs ambitions, des besoins qu'ils ont à satisfaire, du but qu'ils poursuivent, etc. Pour ces motifs, la loi ne pouvait, dans une règle unique et inflexible, fixer de maximum à la richesse mobilière des syndicats professionnels.

Et, néanmoins, l'accroissement immodéré de la fortune mobilière d'un syndicat peut être en danger. On peut supposer un syndicat arrivant à posséder la plus grande partie des actions d'une compagnie rendant des services publics. Cette richesse lui donnerait certainement une puissance dont il pourrait, dans certains cas, faire mauvais usage.

L'Administration est là, heureusement. Elle seule est à même de fixer ce maximum de la fortune mobilière de chaque syndicat, au delà duquel il peut devenir un danger public. Elle a pour cela tous les moyens nécessaires. — En présence d'une libéralité mobilière faite à un syndicat, elle aura à examiner si cette libéralité ne dépasse pas de beaucoup les besoins du syndicat et si, par conséquent, il n'y a pas danger public à autoriser le syndicat à la recevoir. Si oui, elle refusera son autorisation ; si non, elle l'accordera.

En matière immobilière, l'Administration aura à voir si la libéralité ne dépasse pas les limites fixées à la capacité des syndicats par l'art. 6, parag. 3.

Avec les dispositions du nouveau projet de loi accordant aux syndicats une capacité illimitée de posséder des

immeubles, la nécessité de l'intervention de l'Administration se fera plus vigoureusement sentir encore. Elle aura, comme pour tous les Etablissements d'utilité publique, à veiller à ce que les syndicats professionnels ne reconstituent pas des biens de mainmorte.

En second lieu, l'intérêt des familles se trouve ici fortement engagé. Il est notoire que les œuvres charitables ou autres attirent à elles les dons et les legs. Il est à craindre, par conséquent que les syndicats professionnels ne soient l'objet de libéralités irréfléchies et déraisonnables. L'Administration étant appelée à donner son autorisation à ces libéralités, empêchera des familles d'être dépouillées complètement. Et la crainte que leur intention généreuse n'ait pas de suite agira souvent d'une manière bienfaisante sur l'esprit des donateurs en leur faisant réduire leurs dons ou leurs legs à des propositions raisonnables. Ce sera un bien pour les syndicats et pour les familles.

D'autre part, et en dernier lieu, il est à craindre que, par l'appât d'un gros chiffre, les syndicats ne se laissent aller à accepter des dons ou des legs dont les charges seraient supérieures à l'émolument qu'ils en retireraient.

A la tête des syndicats, on place évidemment des hommes intelligents ; mais ces hommes peuvent subir une pression de la part de leurs administrés. Ils peuvent craindre que le refus d'une libéralité considérable, mais grevée de charges en apparence peu importantes, ne soit jugé sévèrement par des gens n'ayant aucune pratique des affaires. Dans ces conditions, ils peuvent se laisser entraîner à accepter cette libéralité,

d'autant mieux que, personnellement, ils ne risquent rien

L'intervention de l'Administration sera, ici encore, bien-faisante. Elle prendra en main les intérêts des syndicats et s'il lui apparaît que les libéralités soient pour eux plus onéreuses qu'avantageuses, elle leur refusera son autorisation.

L'intervention de l'Administration pour autoriser les syndicats professionnels à recevoir les libéralités qui leur sont faites est donc pleinement justifiée.

M. César-Bru, pour des raisons que nous allons examiner, ne croit pas devoir ranger les syndicats professionnels parmi les Etablissements d'utilité publique. Pour lui, ce sont des sociétés privées qui ont leur place à côté des sociétés de commerce et des sociétés civiles et à qui il reconnaît, contrairement à la théorie de M. Labbé, la capacité de recevoir à titre gratuit ; et comme corollaire de leur caractère de sociétés privées, il déclare que l'art. 910 du code civil leur est inapplicable. M. César-Bru reprend *ab ovo* la théorie de M. Sauzet et conclut qu'il ne peut l'accepter.

Il critique d'abord la distinction que M. Sauzet fait des personnes morales publiques et des personnes morales privées. M. Sauzet, en effet, range parmi les personnes morales publiques les Etablissements publics et les Etablissements d'utilité publique, et parmi les personnes morales privées les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale. M. César-Bru s'applique à démontrer que les Etablissements d'utilité publique ne sont pas des personnes morales publiques, mais bien

des personnes morales privées, et nous croyons qu'il y a pleinement réussi.

Il nous semble, en effet, comme à M. César-Bru, que les personnes morales publiques sont celles qui dérivent de l'Etat, du Département ou de la Commune et qui remplissent un service public ; tandis que les personnes morales privées, au contraire, sont issues de l'initiative privée et rendent des services privés.

« Un Etablissement public, dit M. César-Bru, est à nos
« yeux l'auxiliaire de l'Etat. Il vient compléter, perfec-
« tionner le rôle de l'Etat à l'égard des citoyens, rôle
« d'assistance, rôle de prévoyance, rôle d'instituteur des
« masses, rôle scientifique etc.. Tous ces établissements
« se rattachent de près ou de loin à ces fonctions que
« l'Etat est chargé sinon d'accomplir, au moins de sur-
« veiller. Ces relations intimes justifient l'intervention de
« l'autorité, aussi bien au moment de la formation, que
« pendant l'existence et la vie de ces personnes morales
« publiques, jamais absolument maîtresses de leurs actes,
« toujours mineures et soumises à la tutelle administra-
« tive.

« Les personnes morales privées, au contraire, n'ont
« rien de commun avec ces intérêts publics et généraux.
« Elles poursuivent la satisfaction et l'accroissement d'in-
« térêts privés, d'ordre pécuniaire ou d'ordre moral. Elles
« sont issues du groupement de personnes physiques
« réunies par le sentiment intéressé ou désintéressé de
« pourvoir à la satisfaction d'intérêts privés. Elles de-
« meurent libres au cours de leur existence, et si elles
« se conforment aux lois qui, en les créant, leur ont fixé

« leur but et tracé le cercle de leurs attributions, elles
« exercent tous leurs droits sans jamais avoir de rapport
« avec l'autorité administrative. Comme des personnes
« réelles majeures, elles ont l'exercice entier, la jouis-
« sance complète des droits civils. »

Les personnes morales privées peuvent avoir des vues multiples ; les personnes morales publiques sont créées en vue d'un but unique.

« Les Etablissements d'utilité publique, poursuit M. Cé-
« sar Bru, sont, d'après la distinction couramment adop-
« tée, toutes les personnes morales qui, n'étant pas des
« dérivés de l'Etat, du Département ou de la Commune,
« sont cependant reconnues d'utilité publique par la loi
« et ont un patrimoine : ainsi les Monts-de-piété.

« Tous ces Etablissements sont reliés à l'Etat par leur
« formation même et par la reconnaissance d'utilité pu-
« blique, par un certain contrôle auquel l'Etat les sou-
« met, par certaines règles communes à ces Etablisse-
« ments et aux Etablissements publics.

« Nous croyons cependant que ces Etablissements sont
« des personnes morales privées. Le régime légal auquel
« ils sont soumis est, en effet, distinct du régime des
« Etablissements publics, notamment ils n'ont ni l'exer-
« cice ni la jouissance des droits publics ; ils n'ont point
« l'hypothèque légale sur les biens de leurs comptables ;
« ils ne peuvent présendre au bénéfice de l'expropriation
« pour cause d'utilité publique. Ils ne sont pas soumis à
« la tutelle administrative ; ils peuvent plaider, transiger,
« aliéner, acquérir sans autorisation (??) ; leur compta-
« bilité n'est pas soumise aux règles de la comptabilité

« publique imposée aux Etablissements publics (1) ».

Enfin, ils ne dérivent ni de l'Etat, ni du Département, ni de la Commune : « Leur personnel ne fait pas partie
« de la hiérarchie générale des fonctionnaires, leurs em-
« ployés ne sont pas des personnes publiques ».

M. César-Bru fait ensuite l'application de ce critérium aux syndicats professionnels et il en conclut que ce ne sont pas des personnes morales publiques. Nous sommes parfaitement d'accord avec lui à ce sujet.

Mais où notre désaccord commence, c'est lorsque M. César-Bru veut prouver que les syndicats professionnels ne sont pas des Etablissements d'utilité publique.

Et d'abord, une observation. L'argumentation de M. César-Bru nous paraît reposer tout entière sur une double confusion. Son esprit est obsédé par cette affirmation de M. Sauzet que les Etablissements d'utilité publique sont des personnes morales publiques ; aussi, à chaque pas, il s'applique à démontrer que les syndicats professionnels ne sont pas des personnes morales publiques, mais bien des personnes morales privées (2). Ce qu'il fallait prouver

1. César Bru, *op. cit.*, p. 29, 30, 31.

2. « L'autorisation donnée à un Etablissement, dit M. César-Bru, « n'est pas susceptible de le faire rentrer par ce seul fait dans « la catégorie des *personnes morales publiques* »... (Ceci est « exact)... Plus loin : « Et si nous faisons application de cette « idée aux syndicats professionnels, nous remarquons : En « première ligne, le syndicat professionnel reçoit directement « de la loi qui l'institue le droit de vivre ; en deuxième lieu « aucune autorisation ne lui est nécessaire pour jouir de la « personnalité, ni à aucun autre point de vue (c'est une pétition « de principe et c'est ce qu'il faut au contraire démontrer). En

au contraire, et M. César-Bru ne nous paraît l'avoir nullement fait, c'est que les syndicats professionnels ne sont pas des Etablissements d'utilité publique. Toute la question est là. Car, au fond, peu importe que les syndicats professionnels soient ou non personnes morales publiques, puisque même certaines personnes morales privées, en admettant la classification de M. César-Bru, sont soumises à la règle de l'article 910, et qu'on ne peut tirer *a contrario* de la démonstration qu'ils ne sont pas personnes morales publiques, la conclusion qu'ils ne sont pas Etablissements d'utilité publique.

Nous aurions désiré, pour notre part, que M. César-Bru eût pris en mains la définition et les caractères des Etablissements d'utilité publique et qu'il nous eût fait voir que cette définition et ces caractères ne peuvent s'appliquer aux syndicats professionnels.

Mais M. César Bru a peut-être cru inutile de faire cette démonstration, car il nous semble avoir fait une seconde confusion. Il paraît en effet, avoir oublié que parmi les personnes morales privées les unes, les Etablissements d'utilité publique sont soumises à la règle de l'article 910 du code civil, tandis que les autres, les sociétés privées, échappent à cette règle (à supposer qu'il soit démontré que les sociétés privées sont capables de recevoir des dons et des legs). Ne dit-il pas, p. 31, que « les Établis-

« troisième lieu, il ne se rattache à aucune personne morale
« de l'ordre administratif : il est donc bien *une personne*
« *morale privée*. » p. 35. Nous pourrions donner de nombreux
exemples de cette confusion.

« sements d'utilité publique peuvent acquérir sans auto-
« risation » ? Et cette même affirmation renouvelée à la
page 35, ne lui permet-elle pas de conclure que les syn-
dicats professionnels sont des personnes morales privées ?

Nous retrouvons la même préoccupation et la même
confusion p. 36, lorsque M. César Bru établit que pour
lui, la distinction des *personnes morales publiques* et des
personnes morales privées repose sur le but d'intérêt
public ou privé qu'elles poursuivent ? Ceci est vrai, mais
n'est pas suffisant, car, il s'agissait pour M. César Bru
qui réfutait l'opinion de M. Sauzet, d'établir bien moins
que les syndicats professionnels sont des personnes mora-
les privées, que de prouver qu'ils ne sont pas des Établis-
sements d'utilité publique.

Mais revenons aux critiques de M. César-Bru relatives
au critérium de M. Sauzet.

Ce critérium est faux en lui-même, dit M. César-Bru,
car il ne suffit pas que les fondateurs d'une association
aient fait abandon de leurs cotisations ou versements à
cette association et qu'ils ne recherchent ni l'accroisse-
ment ni la fructification de leurs apports, pour que cette
société soit une *personne morale publique*.

« Nous ne voyons pas, en effet, poursuit M. César-
« Bru, le rapport intime qu'il peut y avoir entre le carac-
« tère *public et privé* d'une personne morale, et l'inten-
« tion intéressée ou désintéressée de ceux qui la compo-
« sent... Et nous ne comprenons pas la secrète logique
« qui vous fait décider que vous êtes en présence d'une
« personne morale publique, lorsque vous avez devant
« vous une réunion d'individus, absolument étrangers à

« toute attache administrative, unis dans un but quelcon-
« que, but de charité, par exemple, but qu'ils rempliront
« en faisant à la société qu'ils forment, abandon actuel et
« définitif d'une somme d'argent. Ces gens-là sont désin-
« téressés, mais pourquoi leur association serait-elle *per-*
« *sonne morale publique* ? » (1)

Si le critérium établi par M. Sauzet avait la portée que lui attribue M. César-Bru ; si M. Sauzet avait dit : une société sera personne morale publique lorsque ses membres ne rechercheront pas le lucre, lorsqu'ils seront désintéressés, nous nous hâterions de le rejeter. — Mais M. Sauzet n'a pas dit cela. Il a dit, ce qui est bien différent : Une association sera *Établissement d'utilité publique*, lorsqu'ayant la personnalité civile, ses fondateurs et ses membres, en versant leurs cotisations, n'auront pas eu l'intention de spéculer, lorsque (art. 1832, C. civ.) en mettant quelque chose en commun, ils n'auront pas voulu en tirer des bénéfices ; mais qu'au contraire, ils auront fait à l'association abandon complet et définitif de leurs cotisations, de telle sorte que, ni eux, ni leurs héritiers ne puissent jamais exercer de droits contre cette association relativement à son patrimoine. Et alors, ces cotisations et les libéralités que cette association pourra recevoir formeront le patrimoine propre de cette association, patrimoine absolument distinct de celui de ses membres ; et l'association ne s'enrichira que pour le but qu'elle poursuit et non pour ses membres. Son patrimoine sera, en un mot, un patrimoine de mainmorte.

1. César-Bru. *op. cit.*, p. 37.

Et si M. Sauzet ajoute que l'association ainsi formée sera une personne morale publique, c'est parce qu'il range les Etablissements d'utilité publique parmi les personnes morales publiques ; mais il ne dit pas que c'est parce que le but des membres de l'association sera désintéressé, que cette association aura le caractère de personne morale publique.

Nous avons, avec M. César-Bru, reconnu que M. Sauzet avait attribué à tout aux Etablissements d'utilité publique le caractère de personnes morales publiques. Mais il n'en est pas moins vrai que le critérium qui lui sert à reconnaître une société privée d'un Etablissement d'utilité publique est exact, et que l'argumentation de M. César-Bru n'a nullement atteint en critérium.

M. César-Bru poursuit, toujours dans le même ordre d'idées :

« L'application que le savant auteur fait de son cri-
« terium aux syndicats professionnels est fausse en elle-
« même et repose sur une confusion. M. Sauzet recherche
« le but, l'intention intime des syndiqués ; au moment où ils
« versent leurs cotisations, il trouve du désintéressement
« et il conclut à la personnalité publique (toujours !) Cette
« analyse est inexacte. Dans une société de commerce, l'in-
« tention doit être examinée au moment du versement de
« l'apport, car cet apport forme la société fondée en vue
« de la fructification de cet apport. C'est donc bien à ce
« moment que le but des sociétaires a apparu : c'est à ce
« moment qu'ils ont manifesté le désir égoïste de réaliser
« un gain personnel. Il n'en est pas de même pour un

« syndicat (1) Celui-ci est formé par un certain nombre d'individus. Quelle est leur pensée intime ? Former une association qui soit utile à tous et à chacun ; on recherche l'intérêt de chacun parce que celui-ci se confond avec l'intérêt de tous. Voilà le but de la corporation syndicale, but certainement intéressé. Et alors le programme à parcourir étant fixé, le but étant posé, reste un problème à résoudre : comment le syndicat atteindra-t-il ce but ? Et les statuts de répondre : par les cotisations. La cotisation ne nous apparaît donc pas comme le but du syndicat ni des syndiqués, mais comme le moyen d'arriver au but poursuivi. Cela est si vrai que l'on conçoit très bien un syndicat où les syndiqués ne verseront pas de cotisations (syndicat de patrons)... Et alors, s'il n'y a plus de cotisations, comment M. Sauzet appliquera-t-il son critérium ? Il sera obligé de rechercher le but vrai du syndicat et des syndiqués : c'est le même, c'est la satisfaction d'intérêts privés. *Donc même en admettant ce critérium, nous sommes amené à conclure que les syndicats professionnels sont des personnes morales privées* (2). »

Evidemment, les syndicats professionnels poursuivent la réalisation d'intérêts privés ; ils ne remplissent pas, cela est indiscutable, de service public ; ils ne sont pas

1. Et pourquoi en serait-il autrement ici que pour une société de commerce ? Est-ce que au moment où les syndiqués se réunissent et versent leur apport, ils ne savent pas dans quel but ils se réunissent ? Est-ce que ce but leur apparaît seulement dans la suite ?

2. César-Bru, *op. cit.*, p. 38.

non plus des dérivés de l'Etat, du Département, de la Commune ; nous acceptons donc une fois de plus la conclusion de M. César-Bru qu'ils sont personnes morales privées. Toute la critique de M. César-Bru aboutissant à cette conclusion, et n'établissant pas que les syndicats professionnels ne sont pas des Etablissements d'utilité publique, nous pourrions nous en tenir là.

Mais M. César-Bru nous paraît avoir mal interprété la pensée de M. Sauzet et avoir à son tour fait une confusion. Il est donc bon de remettre les choses au point.

M. Sauzet, en effet, n'a jamais dit que les cotisations sont le but d'un syndicat et de ses membres. Cela serait un non-sens, autant que c'en est un de soutenir que les apports des associés dans une société de commerce sont le but de cette société et de ses membres. Les versements des syndiqués et les apports des sociétaires sont un moyen d'arriver à un but déterminé. Voilà la vérité. M. Sauzet a dit : Au moment où le syndicat se forme, et dans la suite, quelle est l'intention des syndiqués, en versant leurs cotisations ? Ont-ils voulu, comme les associés dans une société commerciale tirer un lucre des cotisations ? Ont-ils voulu spéculer avec ces cotisations et en tirer des dividendes ? Nullement. Ils ont fait, de leurs cotisations un abandon définitif au syndicat, ils les ont versées à ce syndicat pour lui permettre d'atteindre sa fin ; et cette fin est la recherche de leur intérêt personnel et le triomphe de leurs revendications. M. Sauzet n'a jamais nié cet intérêt personnel et privé des syndiqués ; mais ce qu'il nie et ce que nous ne pouvons admettre non plus, c'est qu'on se base sur cet intérêt privé pour en déduire que les syndicats

professionnels sont des sociétés privées, libres de toute attache administrative, comme les sociétés commerciales et civiles à forme commerciale.

Et, dans le cas où un syndicat serait fondé sans que ses membres aient versé aucune cotisation, chose rare, mais cependant possible, serions-nous embarrassé, comme le suppose M. César-Bru, pour appliquer notre critérium Nullement. Nous ferions une hypothèse, nous supposerions les membres de ce syndicat obligés de s'imposer un sacrifice pécuniaire, si minime soit-il, et nous appliquerions facilement notre critérium. Et puis enfin, notre critérium ne repose pas, tant sur le fait du versement de la cotisation elle-même, sur le montant de cette cotisation, que sur l'intention des syndiqués. Ont-ils voulu spéculer ? Voilà la question.

M. César-Bru, dans tous ces passages, n'a donc établi qu'une chose, c'est que les syndicats professionnels ne sont pas des personnes morales publiques. Ce sont des personnes morales privées ; mais dans quelle classe de personnes morales privées rentrent-ils ? Sont-ce des sociétés privées ou des Etablissements d'utilité publique ? M. César-Bru ne l'a pas dit. La théorie de M. Sauzet sur ce point reste donc entière.

Plus loin cependant, M. César-Bru dit qu'il ne peut admettre que les syndicats professionnels soient des Etablissements d'utilité publique, parce qu'il ne faut pas considérer la reconnaissance en bloc des syndicats comme une reconnaissance d'utilité publique. « Celle-ci « n'est jamais accordée dit-il qu'à des associations qui

« ont fait leurs preuves (1). » Nous avons fait plus haut, justice de cet argument : nous n'y revenons pas.

Et quant à la phrase de la circulaire ministérielle du 25 août 1884, où le ministre de l'Intérieur dit que les syndicats professionnels sont élevés par la loi de 1884 au rang d'Etablissements d'utilité publique, M. César-Bru l'interprète en ce sens que « le ministre a voulu simple-
« ment faire une comparaison : faire ressortir la faveur
« faite aux syndicats par l'attribution de la personnalité...
« mais non une assimilation (2). »

Le doute que M. César-Bru avait sur les intentions du ministre de l'Intérieur doit être dissipé maintenant, car le même ministre a expliqué clairement sa pensée dans l'exposé des motifs du projet de loi tendant à modifier la loi du 21 mars 1884.

Dans la réponse à la question que M. César-Bru se pose, de savoir si les syndicats professionnels sont soumis à l'article 910 du Code civil (3), nous trouvons la même confusion que nous lui avons reprochée plus haut. Il répond, en effet : Non ; les syndicats professionnels ne sont pas soumis à l'ingérence de l'autorité administrative pour l'acceptation des dons ou des legs qui leur sont faits *parce qu'ils sont des personnes morales privées*. Encore une fois, et c'est par là que nous terminons, la réponse n'est pas concluante, car parmi les personnes morales privées se trouvent les Etablissements d'utilité

1. César-Bru, *op. cit.*, p. 44.

2. *Ibid.*

3. César-Bru, *op. cit.*, p. 66.

publique qui, eux sont soumis à la règle de l'article 910, C. civ.

Nous persistons donc à penser, à la fin de cette longue discussion que les syndicats professionnels sont des Etablissements d'utilité publique, et comme tels, soumis la nécessité de l'autorisation administrative pour l'acceptation des libéralités qui leur sont faites.

Cependant, a-t-on dit, comment se fait-il que les syndicats professionnels devant obtenir l'autorisation administrative pour recevoir les libéralités qui leur sont faites puissent se mettre en contravention avec la loi et posséder des immeubles en quantité supérieure à ceux qui leur sont permis par l'art. 6, al. 3 ? L'Administration ne permettrait jamais de pareilles acquisitions.

L'objection a été formulée par M. Boullaire dans les termes suivants :

« L'article 8, dit-il, suppose que des immeubles ont été
« acquis par des syndicats pour une disposition autre que
« celle qui leur est permise, et il donne à l'autorité judiciaire le droit de faire annuler ces acquisitions. Cette
« hypothèse serait impossible, si les syndicats ne pou-
« vaient acquérir aucun immeuble sans l'autorisation spéciale de l'autorité administrative. Cette autorité s'op-
« poserait évidemment à l'acquisition d'immeubles hors des
« termes de la loi, et l'action en nullité concédée aux tribunaux serait absolument inutile. Il faut donc conclure
« de ce texte que les acquisitions d'immeubles par les
« syndicats ne sont soumises à aucune autorisation administrative (1) ».

1. Boullaire. *Manuel des syndicats professionnels agricoles*, p. 91, 92.

Il nous suffira de quelques mots pour réfuter cette objection. M. Boullaire raisonne comme si les articles 8 et 9 ne visaient que les acquisitions d'immeubles faites à titre gratuit par les syndicats. Mais ces textes ont une portée plus grande et s'appliquent aux acquisitions à titre gratuit et aux acquisitions à titre onéreux. L'article 8 dit en effet : Lorsque les biens *auront été acquis* contrairement aux dispositions de l'article 6. Et l'article 9 : Le tribunal pourra prononcer... *la nullité des acquisitions* d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6.

Les termes de ces articles sont donc généraux et à supposer que l'objection soit juste en ce qui concerne les acquisitions d'immeubles faites à titre gratuit par les syndicats et que l'Administration dont ils doivent obtenir l'autorisation préalable ne leur permette jamais de semblables acquisitions hors des termes de la loi ; il n'en est pas moins vrai que la disposition de ces articles était nécessaire pour réprimer les infractions commises par les syndicats à l'article 6 paragraphe par leurs acquisitions à titre onéreux, car pour ces acquisitions, les syndicats sont pleinement capables et n'ont nullement besoin de solliciter l'autorisation de l'Administration.

Mais nous prétendons qu'en ce qui concerne les acquisitions à titre gratuit, la disposition des articles 8 et 9 n'est pas inutile. L'Administration, en effet, peut se tromper sur les besoins d'un Syndicat et lui accorder son autorisation pour une acquisition qui, au fond, ne lui est pas nécessaire. Que fera le syndicat de cet immeuble ? Le lais-

sera-t-il improductif ? — Non, il tâchera d'en tirer profit : il le louera. Et comme l'Administration n'est plus maîtresse de sa décision une fois qu'elle est rendue, comme elle ne peut retirer son autorisation, le rôle des tribunaux apparaîtra : il y aura alors lieu d'intenter devant eux l'action en nullité que leur concèdent les articles 8 et 9.

Nous en avons fini avec l'étude de la nature de la personnalité civile des syndicats professionnels. Il nous reste à voir dans un dernier chapitre quels sont les droits des syndiqués sur le patrimoine des syndicats, pendant leur durée — et à leur dissolution.

CHAPITRE IV

Les membres d'un syndicat ont-ils des droits sur le patrimoine de ce syndicat ?

Exposé de notre théorie. — Les membres d'un syndicat n'ont aucun droit sur le patrimoine syndical. — Ils ne se le partagent pas à sa dissolution.

Nous avons vu dans le chapitre précédent, que les syndicats professionnels sont des Etablissements d'utilité publique, capables par conséquent de posséder un patrimoine. La question qui se pose maintenant est celle de savoir si les syndiqués ont quelque droit sur ce patrimoine, s'ils peuvent en réclamer une partie lorsqu'ils se séparent du syndicat, soit qu'ils démissionnent, soit qu'ils en soient exclus, et s'ils peuvent se le partager lorsque le syndicat est dissous.

Notre théorie est celle-ci : Le syndicat professionnel, Etablissement d'utilité publique, a sur son patrimoine un droit de propriété absolu, identique à celui d'un propriétaire quelconque sur sa chose, et, par conséquent, exclusif de tout droit analogue de la part de ses membres. Il suit de là que, pendant la durée du syndicat, aucun de ses membres, soit démissionnaire, soit exclu, ne peut rien

lui réclamer de son patrimoine soit en nature, soit en argent ; — et que, d'autre part, le syndicat venant à disparaître, l'être moral propriétaire du patrimoine n'existant plus, ce patrimoine se trouve sans maître et appartient comme toutes les successions vacantes, à l'Etat.

Outre les arguments que nous avons donnés au précédent chapitre et que nous rappelons d'un mot : intention des fondateurs et des membres du syndicat, — nature du patrimoine des Etablissements d'utilité publique, nous invoquons à l'appui de notre thèse l'art. 7 de la loi du 21 mars 1884.

Cet article est ainsi conçu :

« Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante. — Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds ».

Cet article ne règle à la vérité qu'une question, celle de savoir quels sont les droits des syndiqués démissionnaires sur l'actif du syndicat. Il ne dit pas explicitement que les membres démissionnaires ne peuvent rien réclamer au syndicat qu'ils quittent ; mais cela résulte implicitement de son texte.

Cet article, en effet, donne au syndicat le droit de réclamer à son membre démissionnaire le montant de sa cotisation de l'année courante. Est-ce que cette réclama-

tion serait possible, est-ce qu'elle serait justifiable si le syndicat avait des droits contre le syndicat ? Est-ce qu'elle ne serait pas contraire aux règles essentielles de la compensation ? (art. 1289-1299 C. civ.). Est-ce que les deux dettes se seraient pas éteintes respectivement jusqu'à concurrence de la plus faible ? Si le syndiqué avait des droits à exercer contre le syndicat, il devrait donc diminuer du montant de sa réclamation ce qu'il doit lui-même au syndicat ; et réciproquement, le syndicat ne pourrait réclamer à ce syndiqué sa cotisation de l'année courante que diminuée de ce dont il est lui-même débiteur envers ce syndiqué. Le syndicat en exigeant de son membre le montant intégral de sa cotisation commettrait la même injustice que ce membre, en réclamant au syndicat le montant intégral de sa quote-part, car l'un et l'autre demanderait plus qu'il ne lui est dû. Si donc, d'après l'article 7 le syndicat peut exiger de son membre démissionnaire le montant intégral de sa cotisation de l'année courante, c'est que ce membre est sans droit vis-à-vis du patrimoine du syndicat ; c'est qu'il n'a rien à réclamer à son tour au syndicat. Autrement cet article ne s'expliquerait pas.

La question de savoir si les membres démissionnaires n'auraient pas des droits à faire valoir contre les syndicats s'est du reste élevée devant le Sénat pendant le cours des débats de la loi du 21 mars 1884.

L'article du projet était conçu dans les mêmes termes que l'alinéa 1^{er} de l'art. 7.

M. Marcel Barthe ne trouva pas que la liberté des syndiqués était suffisamment sauvegardée. Il disait :

« Si le membre qui veut se retirer du syndicat doit
« perdre en se retirant son droit *dans l'actif de la*
« *société*, actif auquel il a contribué par des cotisations
« personnelles nombreuses, renouvelées chaque semaine
« ou chaque mois, pendant des années, évidemment, on
« le met presque dans l'impossibilité d'exercer ce droit,
« que vous lui concédez de se retirer à chaque instant.
« Comment voulez-vous qu'il ne recule pas devant la
« perte de ses droits dans un actif quelquefois considé-
« rable ? » (1)

Dans ce passage, M. Marcel Barthe faisait allusion au droit des syndiqués démissionnaires sur tout l'actif syndical. L'amendement qu'il déposa était également conçu dans ce sens. Mais plus loin il s'occupe du droit des syndiqués dans les sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse à la formation et à l'entretien desquelles ils ont contribué par leurs versements et leurs cotisations, et il revendique pour eux le droit de rester même après leur démission, membres de ces caisses spéciales.

Sur ce dernier point l'accord fut facile ; le rapporteur déclara que telle avait toujours été l'opinion de la Commission et il présenta en seconde lecture un paragraphe où ces droits étaient expressément réservés. Ce texte devint le paragraphe 2 de l'art. 7.

Mais sur le premier point, le rapporteur combattit l'amendement de M. Barthe, et déclara que, « en ce qui

1. *Journal officiel*. Débats parlementaires. Sénat, 1884, p. 217, col 1.

« concernait l'actif des syndicats. comme personne n'est
« obligé d'entrer dans un syndicat, et comme les mem-
« bres ont délibéré sur les statuts, ou en ont pris connais-
« sance avant d'y entrer, ce seraient les statuts qui rè-
« gleraient les droits des syndiqués à ce sujet. (1)

M. Barthe répliqua au rapporteur en faisant une dis-
tinction dans la composition du patrimoine des syndicats :

« Si vous voulez parler, disait-il, de la caisse de
« résistance, de défense, vous avez raison ; il est certain
« que si les statuts portent que le membre qui se retire-
« ra du syndicat ou d'une grève, perdra le produit de
« ses versements, vous êtes dans le vrai. Oui, dans ce
« cas, la convention devra recevoir son effet ; je suis de
« votre avis. On sera fondé à dire à cet associé : Vous
« avez contribué à quoi ? à former le capital d'une caisse
« de résistance, et maintenant que la résistance a lieu,
« vous vous retirez. Il n'est pas juste qu'après avoir ac-
« cepté les conditions relatives à la création de cette
« caisse, après avoir profité peut-être des fonds qui s'y
« trouvaient, vous puissiez en vous retirant du syndicat
« ou de la grève obtenir la restitution en totalité ou en
« partie des sommes que vous y avez versées. Cela se
« comprend.... Mais, M. le rapporteur ajoute : *si les sta-*
« *tuts portent que pour le surplus de l'actif, autre que*
« *celui de la caisse de résistance*, le membre qui se
« retirera perdra sa part, cette clause doit être exécutée.
« Je réponds que cela n'est pas possible parce que la loi
« et la justice s'y opposent.... Ainsi, insérer dans les

1. Journal officiel *loc. cit.* p. 248. col. 3 *in fine et ss.*

« statuts que le membre d'un syndicat qui aura reçu-
« lièrement versé ses cotisations pour acquérir par
« exemple, un immeuble destiné aux réunions de l'asso-
« ciation, à des cours d'instruction professionnelle ou à
« une bibliothèque, perdra, en sortant de l'association, sa
« part de l'actif à la formation duquel il aura contri-
« bué, c'est faire une chose que la justice ne peut admet-
« tre, que la loi et les principes relatifs aux sociétés (1) ne
peuvent reconnaître » (2).

L'amendement de M. Barthe fut repoussé. Lui-même n'insista pas. Il se déclara satisfait de ce que la Commission avait adopté la première partie de son projet relatif aux droits des syndiqués dans les caisses spéciales. Et, d'un commun accord, il fut reconnu que, quant au droit des membres qui se retirent, sur le surplus de l'actif, si des contestations s'élevaient, elles seraient réglées d'après les principes du droit commun.

Les travaux préparatoires ne contredisent donc pas l'argument tiré de l'art. 7. Ils prouvent tout simplement que l'on s'est préoccupé de savoir quels sont les droits des syndiqués sur le patrimoine du syndicat, mais qu'on n'a pas tranché la question. On s'est tout simplement reporté au droit commun.

Mais si le membre démissionnaire n'a incontestablement aucun droit sur le patrimoine syndical, en est-il de même du membre exclu? — Nous le pensons. La raison

1. Reste à savoir si ce sont ici les principes relatifs aux sociétés qui doivent être appliqués. Nous avons démontré que non.

2. *Journal officiel. Loc. cit. p. 249 in fine.*

d'en douter viendrait peut-être de ce que ce membre exclu quitte le syndicat contre sa volonté, tandis que le membre démissionnaire se retire de son plein gré. Les deux situations sont cependant identiques. Les membres d'un syndicat, quels qu'ils soient, sont en effet sans droit sur le patrimoine de ce syndicat ; or, qu'ils quittent le syndicat de leur gré ou contre leur volonté, leur situation reste la même. Sans droits lorsqu'ils en faisaient partie, ils restent sans droits lorsqu'ils y deviennent étrangers.

Cependant, si ce membre avait été exclu sans motif légitime, mais à contre-temps et dans l'intention de lui nuire, nous reconnâtrions à ce membre, non seulement le droit de se faire réintégrer dans le syndicat, mais encore une action en dommages et intérêts pour réparation du préjudice qui lui a été causé. Mais cette action ne naîtrait pas d'un droit qu'aurait ce membre dans le patrimoine syndical ; elle aurait sa source dans l'art. 1383 du code civil. La question n'est du reste plus la même ici que plus haut, puisqu'elle suppose le dol du syndicat.

Nous affirmons enfin, et comme suprême corollaire, qu'en cas de dissolution d'un syndicat, son patrimoine ne se partage ni entre ses membres actuels, ni entre tous ses membres antérieurs ; mais qu'il devient sans maître et qu'il va à l'Etat.

En ce qui concerne les membres qui ont déjà quitté le syndicat au moment où sa dissolution se produit, cela est de toute évidence : nous venons de constater, en effet, qu'au moment de leur démission ou de leur exclusion, ils étaient sans droit sur le patrimoine syndical ; à partir de ce moment, ils deviennent complètement étrangers à

ce syndicat ; ils lui sont aussi étrangers qu'avant d'en faire partie. Ce qui arrivera désormais au syndicat ne les intéresse donc nullement.

Mais les membres actuels ne vont-ils pas se partager ce patrimoine ? — M. Boullaire l'a prétendu.

« Quand le syndicat est dissous, il peut y avoir lieu,
« dit-il, au partage du patrimoine social entre les membres
« du syndicat. ... Mais ce droit *qui ne prend naissance*
« *qu'au moment où l'association a cessé d'exister*, n'a en
« aucune façon le caractère d'un gain commercial ; *il est*
« *inhérent au fait que, nul bien n'étant réputé sans*
« *maître, il faut bien attribuer aux derniers membres*
« du Syndicat, et par tête le patrimoine que l'association
« défailante ne peut plus posséder. »

Nous comprendrions cette thèse de ceux qui regardent les syndicats professionnels comme des sociétés privées ; à leur dissolution en effet, leurs membres deviennent copropriétaires du patrimoine social et se le partagent par tête. Mais nous ne pouvons la comprendre de la part de M. Boullaire qui ne reconnaît pendant l'existence des syndicats, aucun droit à leurs membres sur leur patrimoine.

Puisque ce patrimoine leur est complètement étranger ; puisque c'est pour eux une *res aliena*, d'où tirent-ils donc leur droit de se le partager ? Comment le *fait* de la dissolution du syndicat pourrait-il faire naître ce droit ? Nous ne le voyons pas. Ce fait n'a aucune influence sur les rapports que les syndiqués peuvent avoir avec le syn-

1. Boullaire, *op. cit.* p. 131.

dicat relativement à son patrimoine. Sans droit sur ce patrimoine avant la dissolution du syndicat, ils demeurent sans droit après cette dissolution. Et ce patrimoine n'ayant plus de maître, est recueilli par l'Etat, comme toutes les successions vacantes.

Les fondateurs d'un syndicat ne pourraient même pas en disposer autrement dans les statuts, pas plus que les fondateurs d'une société de secours mutuels ne pourraient faire au patrimoine de cette société une destinée différente de celle qui lui est réservée par la loi. Il y a analogie de situation dans les deux cas, avec cette seule différence qu'en cas de dissolution d'une société de secours mutuels, l'Etat abandonne l'émolument de sa succession aux sociétés analogues, et restitue aux membres actuels les cotisations qu'ils ont versées et qu'en cas de dissolution d'un syndicat professionnel, il garde pour lui cet émolument.

Vu par le Président de la thèse,
PLANIOL

Vu par le doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — <i>Qu'est-ce qu'un syndicat professionnel?</i> Comment est-il organisé par la loi du 21 mars 1884? . . .	9
CHAPITRE I. — <i>De la capacité des Syndicats professionnels d'acquérir à titre onéreux.</i>	
Notions sur la personnalité civile. — Théorie classique. — Théorie de l'Ecole Belge. — La loi du 21 mars 1884 a suivi la théorie classique. — Etude de l'art. 6, §§ 2 et 3. — Pour- quoi la loi n'a accordé aux syndicats professionnels qu'une personnalité civile restreinte. — Danger de la reconstitu- tion des biens de mainmorte. — Les syndicats profession- nels sont capables d'acquérir à titre onéreux des immeubles en quantité limitée, des meubles d'une manière illimitée.	15
CHAPITRE II. — <i>De la capacité des syndicats professionnels d'acquérir à titre gratuit.</i>	
Systèmes divers sur la capacité des syndicats d'acquérir à titre gratuit. — Les syndicats sont absolument incapables d'ac- quérir à titre gratuit. — Théorie de M. Laurent. — Théorie de M. Hubert-Valleroux. — Exposé et réfutation. — Les syndicats professionnels sont capables d'acquérir à titre gratuit des meubles sans limitation et des immeubles jus- qu'à la limite de l'art. 6, § 3. — Quelques opinions à l'appui de cette théorie.	31

CHAPITRE III. — *Les syndicats professionnels sont-ils des sociétés privées ou des Etablissements d'utilité publique?*

Etude de l'art. 910 du Code Civil. — La portée de cet article n'est pas générale ; il ne s'applique qu'aux Etablissements publics et d'utilité publique. — Théorie de M. Labbé sur la personnalité civile. — Les syndicats professionnels sont des Etablissements d'utilité publique. — Critérium à l'aide duquel on reconnaît les Etablissements d'utilité publique. — Application de ce critérium aux syndicats professionnels. — Jurisprudence. — Les motifs de l'intervention administrative pour l'acceptation des dons et legs se retrouvent pour les syndicats professionnels. — Critiques que M. Césaire Bru adresse au critérium de M. Sauzet. — Réfutation. 63

CHAPITRE IV. — *Les membres d'un syndicat ont-ils des droits sur le patrimoine de ce syndicat?*

Exposé de notre théorie. — Les membres d'un syndicat n'ont aucun droit sur le patrimoine syndical. — Ils ne se le partagent pas à sa dissolution 121

